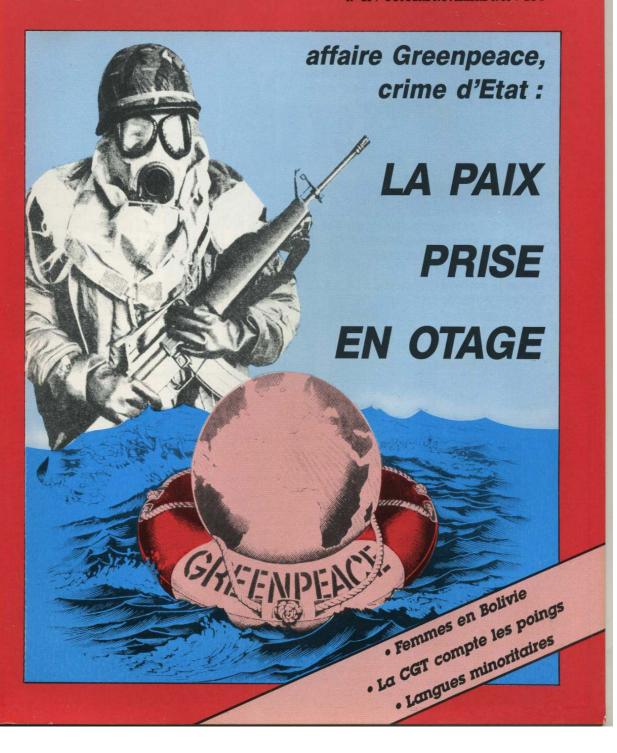


N° 28 / OCTOBRE-NOVEMBRE 1985 / 20 F



Pour s'être opposés aux menées du Front National, des antifascistes vont passer en procès à Toulouse

Le 13 avril 85, une explosion détériore un transformateur EDF alimentant la ville de Colomiers (Haute-Garonne) où, sous la couverture de l'association « Bleu, Blanc, Rouge », le Front National organisait une soirée dansante. Rafle dans les milieux libertaires. Des camarades sont détenus. Ils s'expliquent ici sur le sens de leur action.

Pour les soutenir, il faut :

- continuer à écrire aux deux camarades qui restent détenus : Gérard Fabre (14927 2 36) et Marcel Pley (14926 4 77), au 18 bis, Grand Rue St-Michel, 31400 Toulouse,
- signer la pétition disponible à : A.A.E.L., BP 105, 31013 Toulouse Cedex,
- aider financièrement à leur expression : CCP A Talavera, 32 16 42 C Toulouse.



En Italie, attentats dans une gare, dans un train... nombreux morts. En Allemagne la fête de la bière se termine dans le sang. A Marseille une imprimerie est détruite par une explosion: un mort. A Menton, à Miramas on assasine. Les mots ne sont pas innocents, et comment ne pas voir un enchaînement logique entre les propos de l'extrême-droite et de ses leaders, et la multiplication des ratonnades et autres crimes racistes.

Comment faire confiance au jeu démocratique qui a porté Hitler au pouvoir et laisse aujourd'hui espérer à Le Pen 15% de députés aux prochaines législatives. Nous ne sommes pas dupes d'ailleurs de la façade démocratique de Le Pen, ce qui se cache derrière c'est la justification de la torture en Algérie, l'encouragement à la haine du noir et de l'arabe, la récupération de la phobie insécuritaire.

Le développement de ces pratiques et la libre expression des idées qui les

soutendent ne sont ni acceptables ni même tolérables.

Nous ne pouvons nous résigner au fatalisme, à l'impuissance et regarder les bras croisés la montée d'un nouvel

Certains essaient d'alerter l'opinion publique, de changer les mentalités en diffusant des tracts, des affiches, des badges ou en organisant des concerts.

Nous pensons qu'il est urgent d'empêcher Le Pen de prendre la parole pour répandre ses idées qui, si elles ne sont pas nouvelles sont toujours aussi nocives. Dans cette optique, casser du béton, briser des vitres, dans le respect total de la vie humaine, n'est peut-être pas la solution idéale, mais n'est-ce pas moins dangereux que la moindre phrase raciste prononcée par Le Pen, Stirbois et compagnie ? Ce qui nous fait réagir c'est bien la montée du racisme et l'impunité qui l'accompagne. Par une action symbolique nous voulons

dénoncer, montrer du doigt, accuser, car nous accusons politiciens, partis, individus silencieux de favoriser, d'oublier, de se taire, en un mot de pactiser. Notre réponse ne se résume pas à un acte et il ne faut pas la comprendre dans le sens du sensationnel ou du spectacle mais comme le point critique de notre refus face aux silences complices et aux paresses intellectuelles.

Parce qu'ils n'ont pas su empêcher Hitler de prendre le pouvoir, en leur temps nos parents ont dû subir les Nazis et leurs collaborateurs. Ils ont souffert dans leur esprit et dans leur corps, ils ont vu disparaître leurs amis. Nous ne pouvons aujourd'hui regarder sans rien dire se développer ces mêmes idées qui ont envoyé il y a 40 ans des millions d'êtres humains à l'abattoir.

Danièle Chenal Gérard Fabre Marcel Pley **PLEINS FEUX** HEXAGONE LIBRE SERVICE SANS FRONTIÈRE **ARGUMENTS** NOTRE MÉMOIRE **COPYRIGHT** RUBRIQUES

PLEINS FEUX

- 4. Greenpeace : les militants de la «Paix Verte»
- 7. Essais nucléaires : les criminels de paix
- 8. L'affaire : nous sommes des cibles vivantes

HEXAGONE

- 9. Chômage: La gauche sans emploi
- 11. Rentrée : La CGT compte les poings
- 13. Speed: Des brèves qui en disent long

Libre Service

14. Langues : Balade en zone



SOMM



Directeur de publication : Solon Amoros Equipe de Rédaction :

Claude Ariso, Juanito Marcos, Michel Auvray, Jean-Louis Nadar, Tony Alvarez, Madi Nina, Serge Etarcos, Solon Amoros, Violette Marcos, Cécile Batail-Ion, Josy Gary, Marc Letondor.

Correspondance Agora, B.P.1214. 31037 Toulouse Cedex. Correspondance téléphonique Tél. (61) 59.24.01

TECHNIQUE

Composition : Scot CARACTERES 16 impasse Bélou 31200 Toulouse Tél. (61) 23.96.75

Imprimerie: SACCO, 10, rue Gazagne 31300 Toulouse. Tél. (61) 42.03.30

Façonnage : M.D.P. 10 bis, rue des Teinturiers. 31300 Toulouse Tél. (61) 42.12.48

ABONNEMENTS

Prix du numéro : 20 F Abonnement : 5 numéros, 100 F (Etranger, DOM-TOM : 110 F Par avion, 130 F).

Abonnement de soutien : 150 F et plus Pour tout versement : Agora, CCP 3716-17.Y Toulouse Commission Paritaire: 62601 I.S.S.N.: 0245-3630 Dépôt légal: à parution

Ont été mis à contribution pour ce numéro :

Michel Auvray, Tony Alvarez, G.
Lesabotier, Hervé Favraud,
Madi Nina, Violette Marcos,
Josy Gary, Wei Laang Nach,
Julie Desgranges, Paolo Finzi,
Aline S., Claude Ariso, Louis
Janover, F.R.T. Paris, H.L.M.,
Julien Dreux, Ariane Gransac,
Mister Hyde. Mister Hyde.



à la course

SANS FRONTIÈRE

- 16. Afrique du Sud : Les colères des ghettos
- 18. Italie : Les anars accusent ! 20. Télex : Partout ailleurs,

c'est ici

SAUVAGE

21. Médecines : Abus dangereux

ARGUMENTS

23. Edition: Lire « Spartacus »

25. Z.I.P.: Enragez-vous!

NOTRE MÉMOIRE

28. Barbouzes: L'affaire Ben Barka

COPYRIGHT

Femmes en Bolivie

- 32. Histoire de Femmes
- 34. Elles chantent, d'autres pas

RUBRIQUES

26. Kiosque: Il pleut des livres

35. Où, quand et comment

Encart spécial "septembrier Adelita" Aux abonnés et futurs abonnés.

GREENPEACE

LES MILITANTS DE LA « PAIX VERTE »

GREENPEACE est, en quelques années, devenu l'une des vedettes du spectacle médiatique. La recette est à la fois originale et simple. Prenez quelques militants pratiquant l'action directe non-violente, prêts à risquer leur peau, ajoutez une organisation au budget impressionnant, capable de mener simultanément des actions en différents points du globe, saupoudrez, surtout, d'une utilisation moderne des médias. Vous avez l'organisation écologiste la plus connue et probablement la plus efficace au monde.

ELEBRE pour ses actions de protection des espèces en voie de disparition (baleines, bébés phoques), « Greenpeace » mène, depuis quinze ans, une lutte diversifiée contre les Etats et industriels qui considèrent l'océan comme une poubelle ou un terrain d'exercice militaire. Né, à Vancouver, de la réunion de pacifistes canadiens et de déserteurs américains à la guerre du Vietnam, le mouvement a privilégié, à l'origine, l'opposition aux essais nucléaires. Son tout premier bateau était affrété, en 1971, pour empêcher les Etats-Unis d'effectuer des expérimentations à Amchitka, en Alaska. Et, dès l'année suivante son voilier « Vega » s'approchait de Mururoa, en pleine période

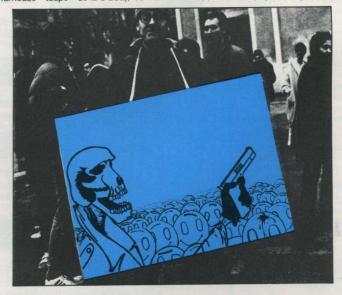
GRAIN DE SABLE

cinq reprises déjà (1972, 1973, 1974, 1980 et 1982), « Greenpeace » a envoyé une flotille de petits bateaux près du site de Polynésie française. Leur but : obtenir l'arrêt des essais. De tous les essais. Le choix tactique en est simple : faire pression sur le maillon le plus vulnérable des puissances nucléaires, la France, dont le centre d'expérimentation indispose habitants et Etats du Pacifique sud. Si l'on excepte la campagne de 1973, les militants français se sont hélas toujours abstenus de participer à ces manifestations et les fantasmes des politiciens tricolores vont bon train: « Greenpeace » serait, à les croire, un sous-marin du KGB selon les uns, de la CIA selon les autres. L'inénarrable Michel Debré y voit un complot anglo-saxon (ah, la perfide Albion !). Quant à Michel Crépeau, ancien ministre de l'Environnement et donc supposé connaisseur, il s'exclamait il y a peu : « Essayez donc de mener une enquête sur Greenpeace; on découvrira des choses intéressantes. (...) Je m'aperçois que Greenpeace n'a jamais emmerdé les Russes ni les Américains ». La protection des baleines et autres phoques ne serait donc qu'un aimable divertissement masquant le véritable objectif : une campagne antifranchise visant à asphyxier notre brillante économie et notre valeureuse armée. Bigre!

Arrêtons le délire. Nul doute que le mouvement ne trie guère ses adhérents : les infiltrations sont certaines (cf. la fameuse « taupe » de la DGSE), les mani-

pulations possibles. Nul doute aussi que nos patriotes, néo-socialistes ou non, ont quelques difficultés à digérer les initiatives touchant les intérêts français : actions contre le retraitement des déchets irradiés à Cherbourg, interventions contre le déversement en baie de Seine de produits toxiques, dénonciation du contenu de la cargaison du « Mont-Louis » (qui fit naufrage avec des fûts d'hexafluorure d'uranium), prochaine campagne contre un projet de piste d'aviation en Terre Adélie,...

Petit grain de sable qui grippe, parfois, l'énorme machine des multinationales. Rien que de très classique : chaque fois que les combattants de l'arc-en-ciel se sont opposés à un pays, à un groupe pro-



fessionnel ou à un industriel, ceux-ci les ont accusés d'être à la solde de puissances rivales ou d'intérêts concurrents. C'est qu'au terme de plus de 150 actions, les résultats de « Greenpeace » sont loin d'être négligeables.

DES BOUCLIERS VIVANTS

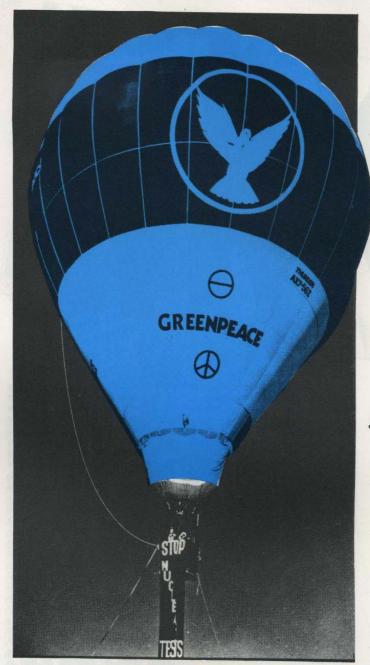
*

E mouvement a entrepris un combat inégal contre les essais nucléaires (français, américains et soviétiques), contre les baleiniers (russes, japonais, australiens et islandais), les chasseurs de phoques (canadiens et norvégiens), les fabricants de pesticides et autres consortium pétroliers multinationaux. Partiels et souvent tout provisoires, les succès obtenus avec le concours de bien d'autres mouvements et l'appui de l'opinion sont mêmes impressionnants.

Jugez du peu : en 1972, les Etats-Unis renoncent aux essais nucléaires dans les îles aléoutiennes ; quelques années plus tard, ils abandonnent leur projet d'immersion de sous-marins nucléaires hors d'usage. En 1974, la France décide de mettre un terme à ses essais nucléaires dans l'atmosphère. En 1975 : première campagne contre les baleines : quelques années plus tard, la majorité des pays membres de la commission baleinière suspendent la chasse industrielle. En 1983, les pays européens décrètent l'embargo sur l'achat de peaux de phoques ; faute de débouchés, l'abattage ne touche plus que quelques milliers d'animaux. En 1983, 50 Etats acceptent un moratoire sur l'immersion des déchets radioactifs. Et plusieurs multinationales recyclent désormais les résidus qu'elles larguaient au large. Depuis quatre ans, des militants escaladent des cheminées crachant l'anhydride sulfureux ; et la plupart des pays industrialisés s'inquiètent à présent de mettre en œuvre des moyens de prévenir les pluies acides..

Les activistes du mouvement ne manquent pas de courage physique ni d'imagination tactique. Ils exposent leur corps au harpon explosif des chasseurs de baleine, grimpent sur le dos des phoques face aux chasseurs, se placent sous les rampes de déversement des bateauxpoubelles. Parfois arrêtés, brutalisés, blessés (l'actuel président de l'association, David Mc Taggart, a été grièvement blessé à un œil par les marins français), ils voient fréquemment leurs bateaux immobilisés, voire saisis, que ce soit en Islande, en Espagne, en France (Cherbourg) ou en Polynésie. Embarqués sur des voiliers ou cramponnés à des zodiacs, juchés sur des cheminées d'usines ou attachés aux grues d'un port, ils se considèrent comme des boucliers vivants face aux destructeurs de l'environnement.

Symbolique et périlleux, ce type d'action directe était, bien avant eux, employés par d'autres, non violents ou quakers, qui entendaient apporter un témoignage. Les militants de « Greenpeace » ont systématisés et dynamisé cette méthode de résistance en faisant de

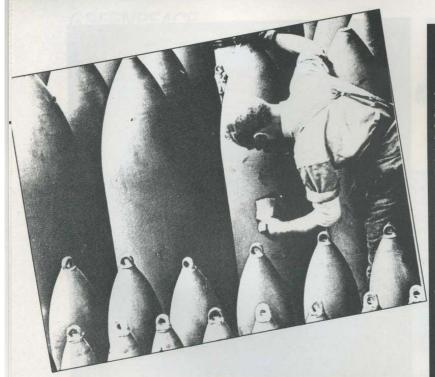


tout un chacun le témoin direct de leurs actions. Sous la lumière des flasches, les voilà devenus les acteurs d'un feuilleton protestataire à suspens.

DES CAMERAS

A « Paix verte » n'a pas attendu la bavure des services secrets français pour occuper la une de la presse mondiale. Dès la première expédition, en 1971, des journalistes, photographes et reporters radio faisaient partie de l'équipage. Les cameramen récemment embarqués sur le navire « Greenpeace » ont à leur disposition des équipements de transmission ultramodernes qui, par l'intermédiaire d'un satellite, leur permettent de transmettre immédiatement leurs propos et images sur l'ensemble du continent.

Les responsables de l'organisation ont parfaitement compris le fonctionnement et le rôle idéologique des médias : sous l'œil des caméras, une poignée d'individus décidés peut, avec succès, retenir l'attention du monde entier et provoquer, ce fai5



sant, une prise de conscience massive. Ancien leader et auteur d'un historique du mouvement qui se lit comme un passionnant roman d'aventures (« Greenpeace », éditions Robert Laffont), Robert Hunter écrit avec lucidité sur la presse : « La seule chose, en dehors du sexe, de la politique et des sports, qui pouvait attirer son attention et la rendre volubile, c'était la violence. Un harpon manquant de peu de la chair humaine était un événement. Elle n'avait que faire de dialogues. Sans confrontation, c'est-à-dire sans le risque couru par des vies humaines d'être blessées ou tuées, les mass-médias étaient complètement indifférentes à ce que nous en faisions ». Journaliste professionnel, il parle en connaissance de cause.

La violence et le risque à la une. Acteurs d'une forme moderne de l'aventure, les activiste de « Greenpeace » ont su recruter, parmi leurs spectateurs enthousiastes, des militants et adhérents de plus en plus nombreux.

MULTINATIONALE ECOLOGIQUE

SEULEMENT 10 militants, à Vancouver, en 1979; 1 203 400 membres dans 15 pays, en 1985. La croissance de l'association est, en période de reflux de tant de mouvements sociaux, extraordinaire. Au petit groupe de pacifistes, hippies et déserteurs a succédé une véritable multinationale écologique capable d'intervenir simultanément sur terre, en mer, comme dans les airs, en tout lieu de la planète. Le profil de l'organisation est

impressionnant: 150 permanents, une trentaine de bureaux, un chiffre d'affaires de 10 714 000 dollars (l'équivalent de 100 millions de francs). Elle loue avions et hélicoptères, affrète des navires et possède même cinq bateaux de haute mer.

Pendant longtemps, une bonne partie de l'énergie des membres était absorbée par la collecte frénétique de fonds : expositions, galas de soutien, projections de films, appels à la générosité publique financaient les activités. Les adhésions massives (600 000 aux seuls Etats-Unis) ont confortablement augmenté le budget. Et, depuis dix ans, chacun des bureaux nationaux a créé une branche commerciale qui négocie la vente et la diffusion de teeshirts, badges, cartes postales, affiches et auto-collants. « Greenpeace » est moderne, résolument moderne : puisque certains dons sont déduits des impôts sur le revenu, l'association a, dans plusieurs pays, acquis le statut d'organisation de bienfaisance ; et puisque les médias s'intéressent fort à ses actions, elle vend ses photos, droits de tournage en mer et autres contrats d'exclusivité

Débordée par son rapide succès, l'organisation n'est pas épargnée par les luttes intestines, tant entre leaders qu'entre bureaux nationaux. Il y a du pouvoir à prendre et certains ne sont plus très regardant dans le choix de leurs alliances (le député social-démocrate Kjeld Olesen monté à bord du bateau « Greenpeace » a été autrefois... ministre danois de la Défense). La démocratie interne est plus que douteuse, la division des tâches bien réelle entre nombre d'adhérents aux motivations souvent néo-charitables et des activistes à qui il arrive de se prendre, au

LE CAS FRANÇAIS

RÉE en octobre 1977, « Greenpeace France » a connu ces dernières années une croissance relative. Relative, car les 5 444 adhérents déclarés pour l'année 84 font figure de groupuscule face aux 300 000 membres de l'organisation en R.F.A. Deux locaux à Paris, un autobus qui fait la tournée des plages, leurs moyens ne sont en rien comparables avec ceux de bien d'autres branches nationales. Le montant des cotisations compte pour une faible part dans le budget de la « Paix verte » française. Il y a, bien sûr, la vente de badges et autres T-shirts. Mais aussi, et surtout, des galas de soutien (le concert de Renaud au Zénith leur a rapporté 300 000 F), des cessions de droits (d'un disque de Brigitte Bardot, par exemple) ou de photos; et de généreux donateurs (l'un deux a même dépensé quelques 200 000 F pour aider les campagnes autour des baleines). Au total, les ressources du bureau parisien se montent, cette année, à 3,8 millions, somme loin d'être

« Greenpeace France » employait huit permanents salariés jusqu'à la crise de juin dernier. 5 d'entre eux, qui mettaient en cause le caractère centralisé, trop parisien, de la branche française, ont été purement et simplement virés, physiquement sortis des locaux de l'association. Le conseil d'administration leur reprochait de trop mettre l'accent sur la lutte contre le nucléaire civil (La Hague, Malville) et militaire (les essais). De vrais choix politiques. Il y eut une scission et les exclus viennent de rejoindre d'autres dissidents de l'organisation qui ont créé, voici deux ans, en Allemagne, un mouvement au nom évocateur de « Robin des Bois ».

cours des campagnes, pour les sauveurs du monde. Des scissions éclatent, mais tous et toutes s'accordent à trouver essentiels la défense de la paix et du patrimoine naturel.

Les péripéties spectaculaires des membres de la « Paix verte » ont réussi à réveiller la conscience écologiste assoupie sous les effets de la crise. Et cela n'est pas négligeable. Car, comme le rappelait le texte d'une immense banderole déployée du haut d'une cheminée de la fonderie de Tacoma, aux Etats-Unis : « Une fois que le dernier arbre sera coupé, que la dernière rivière sera empoisonnée, que le dernier poisson sera mort, vous comprendrez que vous ne pouvez pas manger de l'argent ».

Michel AUVRAY

CRIMINELS DE PAIX

LUS de 25 ans après la première explosion atomique française, la poursuité des essais n'a pas seulement un but technique. L'anjeu est autant politique que militaire : renforcer urbt et orbi le pouvoir du maître du fait militaire.

A moitié du stock estimé d'armes nucléaires suffirait à provoquer la mort d'un milliard de personnes et un nombre équivalent de blessés. Toutes les puissances nucléaires continuent pourtant leurs essais, toutes disposent d'au moins un centre d'expérimentation : les Etats-Unis au Névada, l'URSS au Kazakhstan, la Chine au Sin-Kiang; et la France en Polynésie, à 18 000 kilomètres de Paris.

Scientifiques et militaires français ont eu, depuis le 13 février 1960, tout le loisir de mettre au point les armes de destruction massive: 21 essais dans le Hoggar et à Reggane, dans le Sahara, puis, à partir de 1966, quelques 130 expérimentations sur les atolls de Mururoa et Fangataufa. Perfectionnistes au possible, ils n'ont de cesse d'en faire toujours plus. En « mégamorts », millions de morts potentiels s'entend

OBJECTIF: 60 MILLIONS DE MORTS

'ARSENAL nucléaire tricolore, qui permettait en 1980 d'exterminer 20 millions d'individus, est en passe de voir tripler sa capacité de destruction. Contrairement à ce que l'on pourraît croire, les stratèges de l'apocalypse ne rêvent toutefois pas uniquement de bombes toujours plus grosses mais d'armes toujours plus précises, plus fiables, utilisables selon les différents cas de figure d'un conflit guerrier. Bombe A. bombe H. charges de missiles portés par des sousmarins, avions, chars..., la variété des articles disponibles au rayon des engins de mort est impressionnante. Cela va de l'arme à neutrons, d'une puissance in rieure à la kilotonne - mais capable de destructions équivalentes à celle d'une charge dix fois plus puissante -, à des bombes thermonucléaires de plusieurs

centaines, voire milliers de kilotonnes (pour mémoire, Boy », larguée le 6 août 1945 sur 18 kiloton roshima, était estimée à

tre du feu nucléaire

Les progrès de l'informatique permettent, notamment par la simulation sur orditent, notamment par la simulation sur ordinateur, d'evolét les effets des armes de demain. Pas suffisamment au goût des techniciens du Centre d'Expérimentation du Pacifique dui, depuis 1975, se livrent chaque année à une dizaine de firs souterrains. Miniaturiser les charges pour réduire leur sensibilité aux variations de tempéra ute et vibrations, les adurcir » pour augmenter leur résistance d'effet des explosions de missiles anti-musiles, ella cuité cher. Très cher Channe seai cela coute cher. Très cher. Chaque essai revient à la bagatelle de plus d'un milliard de tentimes, et le budget des forces des forces des forces s'elève àu moins (c'est-à-dire diffes s'elàve àu moins (c'est-à-dire diffes s'elàve àu moins de l'amnésie sélective et de l'aveu demand collèctif à diffeques rares l'aveuglement collectif : A quelques rares exceptions près, la mise au point de la panoplie nucléaire ne rencontre plus aucune opposition de masse depuis 1973.

A DISSUASION, C'EST LUI

'ACTION des écologistes: l'influence des indépendantistes et l'opposition des pays insulaires et riverains de la région peuvent, à plus où moins long terme, mettre en cause la poursuite des essais sur le site de Mururoa. N'en déplaise au chef de l'Etat revêtant à s'y méprendre des habits gaulliens, et à ses états-majors politiques et militaires qui ambitionnent de voir la France jouer son destin de « puissance mondiale moyenne » dans l'hémisphère sud du Pacifique

Prévoyants, des responsables du CFA travaillent, depuis plusieurs années, sur des solutions de repli (les îles Kerguelen, par exemple). Car les gouvernants n'entendent nullement se priver du perfectionnement de la force de frappe : elle leur est trop utile à la domination des pays peu industrialisés et à la soumission apeurée des individus pris en otage par les Etats.

Mitterrand vient de réussir une magistrale opération de politique intérieure : se présenter, par ses déclarations fracassantes et son voyage sur les traces du général De Gaulle, comme l'homme d'Etat prêt à brandir le feu nucléaire; apparaître, grâce à la démission des militants progressistes et à l'opportunisme d'une classe politique affigeante, comme le grand rassembleur. Une sorte de « Père-la-Victoire », protecteur du sanctuaire nucléaire. Avec. à la clé, une « Union sacrée » new look derrière le nucléaire et l'armée ! 40 ans. exactement, après Hiroshima et Nagasaki. 40 ans, aussi, après le jugement du tribunal de Nuremberg condamnant les crimes contre l'humanité. Il est des criminels de paix dont les responsabilités pourraient être un jour publiquement établies. Et sanctionnées comme il se doit

Michel AUVRAY

L'AFFAIRE

NOUS SOMMES DES CIBLES VIVANTES

ENTIR est l'occupation essentielle des pouvoirs. Ce n'est d'ailleurs pas pour rien que sa principale institution répressive, l'armée, a pris le nom de « grande muette ». Se taire pour soi et parler pour tout le monde, telle est la meilleure définition que l'on puise donner de la raison d'Etat. On y rajoute simplement une bonne et grande dose du pire des nationalismes et ça donne un Giscard d'Estaing déclarant « qu'il ait tort ou raison, c'est mon pays ». Les Etats sont des monstres froids.

DERAPAGE CONTROLÉ

AIVEMENT, certains continuaient à penser qu'au moins à gauche régnait une certaine morale de la politique. L'affaire Greenpeace a dû les dégriser : la gauche sait aussi tuer, pour protéger le meurtre nucléaire.

Il est vrai, qu'une simple observation, un tant soit peu attentive, pouvait permettre à tout un chacun de voir, depuis 81, la gauche au pouvoir ménager toutes les institutions centrales du capitalisme: patronat, armée, police. A ne pas vouloir rompre avec l'injustice on devient son complice. Et, comme sous la droite la plus obtuse, le pouvoir socialiste a continue à mettre monde en fiches, à nourrir ces 3 000 officiels des services secrets qui grenouillent ici ou là. Services secrets et police: l'Etat a des yeux pour surveiller et

L'histoire, même récente, nous montre combien il est disposé à s'en servir dès qu'il se sent par trop mis en cause : une sorte de légitime défense à l'échelle mondiale. En témoignent certains articles même de ce numéro d'Agora concernant aussi bien cette ténébreuse affaire Ben Barka, que la « stratégie de la tension » italienne qui aboutit à la fin des années 60

par des massacres de civils.

des bras pour frapper.

Lorsqu'on pense, comme c'est le cas pour tous les Etats, que l'activité de ses propres espions à l'étranger « est des plus licites » (dixit Mitterrand à propos des agents de la DGSE en Nouvelle-Zélande), on est déjà pieds et poings liés par la stratégie de guerre froide. Et l'on n'hésitera plus devant rien, et en tout cas pas devant l'holocauste de civils. Rappelons-nous l'affaire du Boeing abattu par l'URSS avec ses passagers. Les USA n'avaient pas

N 1956, les services secrets français deviennent pirates de l'air en détournant l'avion qui transporte Ben Bella. Les « socialistes » sont alors au pouvoir, et Mitterrand est ministre de la justice. Trente ans plus tard, les mêmes services secrets dynamitent un bateau de Greenpeace et tuent un homme. Les « socialistes » sont encore au pouvoir et Mitterrand est Président. Fatalité ou continuité ?

hésité à l'équiper de matériel espion au risque de la vie des passagers, et les soviétiques n'avaient pas hésité à tirer. Tout Etat considère ses civils comme des otages.

AUTOPSIE DU MONSTRE

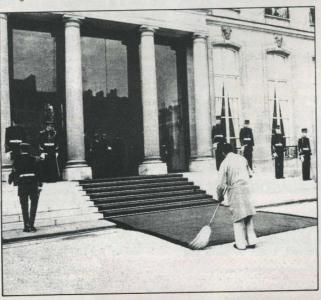
E pouvoir français est ainsi prêt à tout, jusqu'au meurtre, pour conserver ce privilège impérialiste : s'implanter dans une région étrangère, ici le Pacifique Sud, considérée importante d'un point de vue politique, commercial ou stratégique. Et on peut alors entendre le discours d'Etat, typiquement surréaliste, réclamant, contre toute logique géographique, « le respect des droits de la France » dans cette région. L'arrogance patriotarde d'un Mitterrand fort d'un consensus politique qui n'est certes pas étonnant, en dit long sur les « bavures » que les bras armés du pouvoir pouvaient dès lors se permettre.

Mais, revenons un instant sur ce fameux consensus réalisé autour de la défense nucléaire nationale. Il témoigne de deux choses. D'abord, en ce qui concerne la classe politique, toutes orientations et idéologies confondues, qui se retrouve là soutenant un Président combattu sur tous les autres terrains. Le consensus ne fait que décrire la soif de pouvoir de ces personnages. Avides de régner, ils savent ne pouvoir le faire qu'avec la permission d'organismes de répression puissants : aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur. D'où, tant que le scandale n'a pas éclaté, leur silence ; d'où quand il a éclaté, leur façon de ne pas remettre en cause l'institution qui l'a commis.

La deuxième leçon politique à tirer de ce consensus relève, elle aussi, d'un certain terrorisme d'Etat, mais cette fois-ci médiatique. En empêchant tout débat sur le nucléaire, en façonnant l'opinion publique, l'Etat réussit à installer un statu quo autour des orientations guerrières. On sait ce que cela a donné par le passé...

Des phrases aussi vides que « les intérêts fondamentaux du pays » sont ainsi brassées à longueur de colonne et de discours par tous les politiciens. Et telle est en effet la ligne de partage d'avec les libertaires : il n'y a pas de pays à défendre, mais des exploitations à combattre. Sous l'armée couve la guerre, sous l'Etat, le terrorisme.

Hervé FAVRAUD





E N mai 1981, quand Mitterrand accède à la présidence, après une campagne électorale où la question du chômage avait joué un grand rôle, on dénombrait 1 700 000 demandeurs d'emplois. 4 ans plus tard, ils sont 2 400 000. Avons-nous mal compris les promesses du candidat du PS: s'agissait-il de créer des emplois ou des chômeurs?

NE fois installée au gouvernement, la gauche, toutes tendances confondues, met en œuvre une politique de relance par la consommation, basée sur l'analyse suivante : le sous-emploi est causé par une baisse de l'investissement, les entrepreneurs anticipant et amplifiant la diminution de la demande. Il suffirait donc d'injecter un peu plus de pouvoir d'achat pour résorber le chômage. C'est dans ce sens qu'iront les premières mesures prises par le cabinet Mauroy: augmentation du SMIC et des prestations sociales, décision de créer 150 000 postes de fonctionnaires, tentative de redistribution des revenus par l'impôt sur les grandes fortunes. On s'attaquera aussi plus directement au chômage par la semaine de 39 heures, la retraite à 60 ans, le programme de développement du travail partiel et enfin les différents contrats de solidarité, assortis de prime pour l'entreprise, en cas de réduction de la durée du travail, de départs volontaires en préretraire (les deux fois avec embauches

nouvelles) ou insertion de jeunes chômeurs ou de chômeurs de longue durée (1).

LES RESULTATS

OURTANT les résultats escomptés se font attendre. En mai 82, le nombre des demandeurs d'emploi s'élève à 1828 000 (+ 4%). La demande supplémentaire s'était portée sur les produits étrangers, gonflant les importations et déséquilibrant le commerce extérieur. Ce déficit, conjugué à la fuite des capitaux et à une inflation plus forte que dans la plupart des autres pays européens affaiblit le franc. Pour le défendre, le gouvernement maintient les taux d'intérêts à un niveau élevé, ce qui hypothèque la réussite de la relance, en renchérissant les crédits à l'investissement (2) sans empêcher que la monnaie ne soit dévaluée à deux reprises (octobre 81 puis juin 82).

SANS EMPLOI

La reprise n'étant pas au rendezvous, on s'est mis, en juin 82, au dia-pason international de la rigueur, lors de la deuxième dévaluation : blocage des prix et des salaires, 25 milliards de coupes budgétaires sur les dépenses sociales. Le second volet de cette politique favorisera plus directement encore les entreprises : allègement de la taxe professionnelle, avantages fiscaux, etc. Ces mesures seront renforcées en mars 83 pour accompagner le 3º réajustement monétaire : taxe de 1% sur l'ensemble des revenus imposables pour diminuer le déficit de la Sécurité sociale, emprunt forcé égal à 10% de l'impôt sur le revenu de 1981, économie budgétaire... L'Etat vient en aide aux entreprises pour stabiliser les charges en bloquant les salaires et en préconisant une faible augmentation pour la sortie du blocage. Quant au rétablissement des marges, le meilleur moyen pour y parvenir reste bien les réductions d'effectif. Loin de s'arrêter aux portes du secteur public, les vagues de licenciements dans la sidérurgie, les Charbonnages de France, les chantiers navals et Renault constitueront un exemple que le patronat s'empressera de suivre

LE "TRAITEMENT SOCIAL"

LORS, pour que le taux de chômage ne s'emballe pas, priorité à ce que Mauroy a appelé le « traitement social »: raccourcir la période d'activité des salariés, en formant les jeunes aussi longtemps que possible en chômeur qualifié et retarder ainsi leur arrivée sur le « marché du travail ». En outre, les préretraites ont permis de supprimer des emplois sans gonfler les statistiques. Au moins dans ce domaine ça marche assez bien puisqu'en mars 83, les demandeurs d'emploi sont au nombre de 1 892 000 (+ 3,5%). En général, on oublie de préciser qu'à la fin de la même année, on recensait près de 700 000 préretraites. Sans parler de l'encouragement donné à l'aide au retour.

a

Evidemment, le succès de ce dispositif ne pouvait être que limité dans le temps; les effets ne se sont fait sentir que jusqu'au dernier trimestre 83 à peu près. Aussi le dernier gouvernement Mauroy cherchera-t-il par la suite un statut intermédiaire ni salarié ni chômeur, autant dire la quadrature du cercle et instituera en janvier 84 les congés de conversion dans certains secteurs. Mais bien malin qui définira le créneau porteur pour les métiers d'avenir.

Tout cela n'empêche pas le nombre des demandeurs d'emploi de passer à 2 244 000 en mars 84 (+ 1,84%).

LE LOOK LIBERAL

A dernière manche se joue sous nos yeux, orchestrée par Fabius : l'Hexagone s'adapte au look libéral. L'Etat plante le décor (assainissement des finances publiques, lutte contre l'inflation, consolidation de la monnaie, équilibre social (3)), aux entreprises de faire le reste.

De la même façon dont on avait rendu les salaires seuls responsables de l'inflation, on considère la « rigidité et les archaïsmes » du monde du travail comme l'unique cause du chômage. Pour l'emploi, à part les TUC et l'allongement de deux ans des contrats à durée déterminée, Delebarre, ministre du Travail, reprendra en juillet 85 après l'échec des négociations entre le CNPF et les syndicats, l'idée des congés de conversion en cas de licenciements économiques et fera adopter par le Parlement son projet de loi en juillet 85.

Mais que recouvre donc cette notion de modernisation mise en avant par le gouvernement actuel? On assiste à la plus grande restructuration industrielle depuis la Deuxième Guerre mondiale.

La concurrence fait rage. Mais une réduction des prix n'est possible qu'en produisant autant ou davantage, avec moins de personnel, moins d'heures de travail. C'est ce qui se passe actuellement. Dans ce but, les entreprises ont recours à l'automatisation et aux nouvelles technologies.

La productivité a augmenté de 5,5% entre le 1er trimestre 83 et le 1er trimestre 84 pour l'ensemble de l'industrie (avec 11,5% pour l'énergie et 7,1% dans la sidérurgie, fonderie, matériaux de construction, etc.). D'ailleurs les investissements réalisés actuellement sont beaucoup plus destinés à améliorer l'appareil productif qu'à augmenter les capacités de production.

Mais l'augmentation de la productivité nécessite une spécialisation croissante, ce qui entraîne l'abandon des secteurs considérés comme non rentables et un renforcement de la tendance à la concentration (forme légale) ou à l'entente (illégale).

LA SELECTION NATURELLE

E processus permet une sélection naturelle des capitalistes. Les entreprises qui ne peuvent pas suivre cette évolution pour des raisons financières ou autres se retrouvent en faillite. D'après l'INSEE, le nombre des faillites et le poids des sociétés en cause n'a jamais été aussi élevé en France (en 1983, 22 708 faillites). Les défaillances d'entreprises sont un élément de la stratégie de restructuration : les dépôts de bilan se terminent par une reprise extérieure après compression des effectifs et rachat des biens. Sans mentionner le démantèlement des grands groupes pour affaiblir les syndicats.

Au niveau de l'emploi, la détérioration est là : selon l'INSEE, la France a perdu 234 000 emplois en 1984.

Ces tensions inhérentes au système capitaliste sont d'autant plus exacerbées que la production de biens ou de services n'est plus assez rentable pour les détenteurs de capitaux. Ils peuvent effectivement obtenir un meilleur taux de profit en plaçant leur argent sur les marchés financiers ou en spéculant jusqu'à un passé récent à la hausse du dollar.

Face à la crise, la gauche n'a rien trouvé de mieux, pour diminuer le nombre de disparitions d'entreprises, que la loi du 10 avril sur les faillites et les avantages fiscaux considérables pour le rachat de sociétés par l'encadre-ment. Sur le tableau des créations d'emplois, on fera semblant de croire à une possible renaissance de l'esprit d'entreprise. Les délais de création d'entreprises sont réduits à moins d'un mois par les dispositions du 29 août 84, avec possibilité de domicilier les jeunes affaires chez soi pendant 2 ans. Les nouveaux emplois sont peu qualifiés, à temps partiel ou précaire annonçant un développement de type américain. A terme, l'internationalisation de la production entraîne une uniformisation des rapports de production : mobilité professionnelle et géographique, alternance de périodes d'activité et de chômage, peu ou pas de couverture sociale

Le bilan des socialistes n'est pas fameux : de l'interventionisme étatique au laissez-faire le plus libéral. Un avant-goût de ce que nous proposera la droite si elle revient aux affaires : flexibilité, allègement des charges des entreprises, liberté de licencier, stabilisation, réduction ou suppression du SMIC, exclusion des étrangers de certaines mesures sociales.

Finalement, le système capitaliste sort renforcé de ces 4 années d'expérience socialiste. Les acquis du mouvement ouvrier sont bien vacillants tandis que les grands mythes tels que croissance, le profit, etc., n'ont jamais été remis en question. Pour « la rupture avec le capitalisme », tant prisée par le programme socialiste de 1980, il faudra repasser... mais avec un autre rapport si possible.

G. Lesabotier



(1) Pour juger de leur efficacité, il faut savoir que, selon les estimations, ces contrats ont préservé 6 800 emplois depuis leur création jusqu'à mai 1984.

(2) C'est dans cette optique qu'il faut comprendre les baises des taux d'intérêts sur les comptes d'épargne (août 83, 84 et juillet 85) qui pénalisent les revenus des ménages salariés mais sont sensées réduire les coûts des

(3) En 1983, le chiffre des conflits du travail a été le plus faible depuis 1965.

(4) Le 30 novembre 1984, le gouvernement assouplit et accélère la réglementation des investissements étrangers.

10





RENTREE

LA C.G.T. COMPTE LES POINGS

RENTREE western pour la CGT. Mais, que cache cette soif soudaine d'actions commandos, quel désert de perspectives? Et les autres, tous ceux qui ont brandi le spectre de la guerre civile, pour mieux taire leur désir de capitulation?

rés contre les travailleurs, gouvernements et patronat les réservent pour les mois d'été. Disons simplement que celui-ci a été particulièrement chargé en mesures de licenciements et en menaces contre les acquis. Wonder, Unimétal, Trith-Saint-Léger, navale de Dunkerque... et rien qu'à Renault, 21 000 suppressions d'emplois sont prévues (dont 12 000 pour Billancourt). Là-dessus il faut rajouter un budget 1986 encore plus rigoureux, une Sécurité sociale menacée et un UNEDIC que le CNPF veut faire payer à 50% par les salariés. Un drôle d'hiver social en plein été.

GAUCHE MODERN'STYLE

SI les salaires ne bougent plus depuis 1981 que dans nos rêves, côté profit des entreprises ça ne va pas trop mal, merci. Il faut dire

que « notre » gauche y a mis du sien et qu'ainsi le patronat se sent assez fort pour envisager même de « casser » le SMIC. Les encouragements ne lui manquent pas. Edith Cresson, ministre du Commerce Extérieur, déclare qu'il faut «battre les Japonais sur leur propre terrain et avec leurs propres méthodes; adapter à la France les innovations sociales (sic!) qui sont à la base des performances» japonaises. Et Jean Poperen dans un délirant "Manifeste des Socialistes" rêve de «compromis social». Edmond Maire qu'on ne peut soupçonner sur ce point, a donc raison d'écrire que rien de fondamental ne distingue plus «la droite intelligente de la gauche modernisatrice ».

Si l'on ne peut suivre la CGT sur le terrain d'un nationalisme industriel désuet, par contre le constat de « casse » industrielle qu'elle dresse est lui bien réel. En effet, ce ne sont pas uniquement les secteurs non rentables et vieillis qui sont démantelés. La

preuve chez Thomson nationalisé (près de 2 000 emplois à Billancourt entre LMT, Thomson CSF Téléphone et Auxilec): là, c'est une entreprise innovante qui est détruite. En fait, on « casse » ce qui nuit à l'accroissement des profits privés ou à la politique des grands (USA en tête). Et, là, une belle concordance règne entre patronat, droite et gouvernement.

On dénationalise à tout va : la cohabitation trouvera un terrain des plus dégagés. Entre 78 et 81, il y a eu 15 sorties du secteur public ; 15 autres entre 81 et juin 84... et une trentaine depuis cette date!

Alors, la CGT s'emballe. Ne pouvant plus s'engager sur des mobilisation de masse, la voilà qui fuit dans l'action ponctuelle et spectaculaire. Bien sûr il y a la désunion syndicale, mais bien d'autres paramètres viennent expliquer cette douteuse stratégie élaborée dans la forteresse de Montreuil.

DES GENERAUX SANS TROUPES

A dégringolade des effectifs syndicaux ne date pas d'aujourd'hui, même si on la voit s'accélérer sous nos yeux. Sur les 25 000 entreprises de plus de 50 salariés que l'on compte en France, 12 000 seulement ont une section syndicale, et cette proportion est encore plus faible dans les petites et moyennes entreprises, ou dans un secteur comme le tertiaire.

Moins de militants, certes, mais aussi moins de représentativité. Les élections aux C.E. 84 sont assez éloquentes puisque l'on voit la CGT passer sous la barre des 30%, en chutant dans tous les collèges et en particulier chez les ouvriers. A cette crise s'ajoute ce qui semble être perçu comme de l'apathie et que, d'ailleurs, depuis 81, la stratégie douteuse des syndicats a contribué à installer. Les mobilisations s'effritent à un rythme soutenu: 35 400 jours de grève en mai 85 contre 51 500 en mars et 116 200 en mai 84!

Profitant des erreurs accumulées, le patronat a pu bâtir un véritable plan d'attaque qui vise à casser les aspects contestataires et revendicatifs des syndicats : cercles de qualité, groupes d'expression, méthodes participatives... Le rapport patronattravailleur passe outre l'existence du syndicat.

Alors, contraire et forcée, la CGT suit le mouvement industriel de décentralisation, vers les petites unités qui s'éloignent de plus en plus du gigantisme du siècle précédent et où l'activité syndicale est rendue bien plus difficile.

LES DESARROIS DU MILITANT DE BASE

ROIS données caractérisent ce qui tient lieu de stratégie pour la CGT: le pari de l'éclatement, la dépendance et les coups de poings incantatoires.

Le pari de l'éclatement ce sont ces journées d'action au rythme désordonné, sans aucune liaison possible entre elles, séparant les travailleurs en secteurs, en régions, en entreprises : l'O mai à Renault, 18 juin à l'EDF, le 19 la SNCF, le 20 les services publics... Comme si cela n'avait pas servi de leçon avant les congés, voilà maintenant la CGT enfoumant les quinzaines d'action de la rentrée. Rien n'y fait et l'écho en reste bien maigre. Pas étonnant : ce sont là des intitatives décidées au sommet, sans consultation aucune des travailleurs.

Il est bien loin le temps où Krasucki, en début d'année, nous promettait une grève générale. Il faut dire que ce n'était pas poussé par la base du syndicat qu'il agitait ce spectre, mais par un comité central du PCF (mai 85) qui avait vertement tancé les tiédeurs cégétistes. D'où le virage plus ferme... Encore une fois, en bonne courroie de transmission. la CGT prépare pour le PCF les échéances électorales de 1986.

Alors, on se lance dans les opérations coups de poings: SKF-Ivry, Trith-St-Léger, Renault, Teka-filtres... Le rôle des masses a disparu, le syndicat n'est plus là que pour dénoncer, et on attend le 42° Congrès en enfourchant même les nationalismes communistes quitte à se couper encore plus des travailleurs des autres pays d'Europe.

Avec une telle politique on comprend que le syndicat de la rue de Montreuil ne puisse plus mobiliser que ses propres permanents: l'agitation leur tenant lieu de stratégie.

L'IDEOLOGIE ANTI-SYNDICALE

LA suite des "westerns" de la CGT est apparue avec force l'une des lignes de décomposition de la période: l'anti-syndicalisme. Et ils n'y sont pas allés de « langue morte » ceux qui croquent du gateau de la modernisation. Après avoir bradé toute perspective de rupture avec le capitalisme, on les voit jeter maintenant par-dessus bord les bases mêmes du syndicalisme. De certains, cela n'a rien d'étonnant et la promenade est infinie dans ce florilège de bassesses et de stupidités.

La presse d'abord où "Le Monde" se scandalise (« La CGT ne se contente pas de contester une politique industrielle... elle en bloque la réalisation ») et où "Libération" dérape dans un lapsus : « La CGT ne risque-t-elle pas d'apparaître comme la seule organisation qui défend les travailleurs ? » Ah! que d'humour involontaire dans ce "risque" et combien l'on voudrait que la CGT le prenne...

Si la droite a plutôt gardé silence dans toute cette affaire, le PS, lui, s'est empressé de monter au créneau pour sauver ce qui pouvait l'être à grands coups d'excommunication. Jospin s'écrie : « C'est une véritable provocation potentiellement dangereuse pour certains éléments de la puix civile »...

Plus désolant est le fait que certains syndicats aient emboîté le pas à cette campagne d'intox. Passons sur un Marchelli, patron de la CGE (« Faudra-t-il des morts pour que la CGT soit satisfaite ? ») et venons-en à la CFDT. Elle semblait bien mal placée pour donner des leçons de syndicalisme alors qu'elle n'a su tracer aucune perspective d'action. Mais la CFDT a été saisie par le démon de la modernité et Edmond Maire le rappelle dans son discours de rentrée lorsqu'il voit dans le syndicat « un facteur de progrès de la qualité et de la productivité ». En fait, tous ces gens-là finiraient par trouver indécent un syndicat qui se bat contre le chômage. Bizarre conception s'il en est et qui ne recule devant aucune outrance. Georges Granger, secrétaire des métallos CFDT, traite, dans la même foulée la CGT de « gauchiste » tout en lui reprochant des actions basées, selon lui, « sur une conception proche des groupuscules d'extrême-droite ». Merci pour d'extrême-droite ». l'amalgame !

Nous voilà donc avec les syndicats qui ont fini de craindre les actions de rue. Evidemment, pour eux, tout est bien plus calme et rangé dans ces salons feutrés où ils rencontrent le patronat. L'avenir des travailleurs passe-t-il encore par ce syndica-

Hervé FAVRAUD



SPEED SPEED SPEED SPEED

LES CHOMEURS, C'EST LA CLASSE!

Parce qu'ils estiment que seuls les chômeurs ont vraiment intérêt à modifier leur situation, des chômeurs et des précaires ont créé leur association. Pour eux, le chômage peut et doit être autre chose que la misère. Ils savent que seule l'union leur permettra d'obtenir autre chose que les miettes de mesures électorales. Dénonçant l'inégalité du système d'indemnisation, ils réclament « une seule qualification pour tous, le même revenu pour tous, le même

Seuls les objectifs unitaires leur permettront d'avancer et de gagner. Aussi refusent-ils toute division et il ne peuvent donner leur aval à des syndicats qui tendent à négocier à la baisse leur situation. Pour eux, le problème est clair : la question « n'est pas d'être exclus du travail, mais du chômage, et des moyens de vivre ». Et puisqu'aujourd'hui le rapport au travail salarié est totalement bouleversé que la vie, les liens sociaux ne peuvent plus passer que le lieu de travail... il fallait trouver autre chose. C'est de la nécessité de combler ce vide qu'est né le projet d'une maison des précaires à Paris. Ils y mettront en commun leurs lut tes et toutes autres activités créatrices qui ne leur sont pas proposées cilleurs. Les projets ne manquent pas et ce qui leur importe c'est de pouvoir faire autrement que de suppléer à des institutions déficiantes. Ils voudraient « être capables de porter un projet assez riche pour mettre en discussions et en pratique des notions telles que l'utilité collective, d'en décider, de produire » eux-mêmes

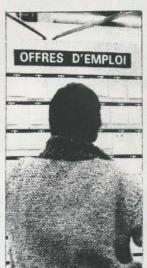
Outre ce projet de Maison à Paris, l'association envisage de sortir un journal cet automne ainsi qu'une cassette développant leur position et leurs projets en direction des radios.

M. N.

 Association des Chômeurs et des Précaires : 53, avenue des Gobelins. 75013 Paris.

PS: LES LOUPS S'AIGUISENT LES DENTS

Encore un congrès en perspective. Déjà, avant que les litanies des orateurs ne retentissent, les socialistes sayent que les jeux sont faits et connus d'avance. Et c'est sacrifier à la tradition du spectacle que de réunir les militants même si c'est pour leur



annoncer la déconfiture du PS. Avant le congrès de Toulouse, les batailles de motions ont dressé les enjeux. Il s'agit d'abord de rester ou d'aller au pouvoir. Si Rocard et Chevènement cherchent d'abord à parachever dignement leur curiculum vitae en vue de 88, certains exhument la « loi » des quotas pour obtenir un siège. La gueunon semble les prendre tous à la gorge. Peutêtre, en mars 86, la soif dérisoire du pouvoir qui tenaille Fizbin et tant d'autres depuis si longtemps sera-t-elle calmée.

Derrière le partage du gâteau, existe un débat plus important. Après 4 ans de gouvernement, aucun socialiste ne se leurre. Non seule-ment le PS n'est pas devenu un parti de masse ou une force de rassemblement, mais il a perdu toute crédibilité de « gauche ». Quand Fabius définit le socialisme selon trois principes : « Egalité des chances, solidarité, une recherche d'exigence morale », on ne rit plus car le rire s'arrête devant la peur du vide. Le style reagano-chrétien, codifié en termes médiatiques, et adopté par tous les leaders PS. est le dernier paravent. Derrière, un gouvernement « social » droite est déià en place. Pour le PS aujourd'hui, l'enjeu essentiel est de préser-ver ce vernis idéologique qui lui amènera des électeurs sans illusions peut-être, mais consentants. Pour rallier les voix de droite, le PS pourra justifier des nombreuses réalisations gouvernementales. Il suffit de trouver un slogan publicitaire pour satisfaire le plus de monde possible. Le congrès du PS servira à cela.

V. M

DELIT D'OPINION

Une action urgente est entreprise pour la réintégration de Jean-Pierre Blache. Mais si, rappelez-vous : Jean-Pierre est ce professeur de philosophie de Villeurbanne révoqué de ses fonctions avec, pour motifs essentiel, celui d'avoir écrit des « slogans jugés outranciers et provocateurs ». Il avait osé exprimer son opposition à la présence de l'armée française au Liban.

Il est important de noter que, contrairement à ce qui fut souvent écrit dans la presse, les inscriptions ont été tracées à la craie sur les panneaux d'expression libre placés dans le couloir et la cour de l'établissement, et non dans sa salle de classe. De plus, il les a écrites hors de ses heures de cours.

Le SNES, qui n'avait pas bougé au début, demande maintenant sa réintégration, ainsi que le député du Rhône Jean Poperen. Le comité de soutien veut amplifier son action et il vous demande de signer et faire signer la péttion suivante:

Jean-Pierre Blache, professeur de philosophie à Villeurbanne, a été révoqué de ses fonctions le 27 juillet 1984. Le principal grief retenu contre lui était l'inscription de slogans antimilitaristes sur les panneaux de libre expression de son lycée. Les soussigné(e)s considèrent qu'il s'agit-là d'une sanction pour délit d'opinion, exigent en conséquence la réintégration immédiate de Jean-Pierre Blache»

A retourner avant le 11 novembre à : Monsieur Vinay, 11, rue Saint-Maur 75011 Paris.

SAUVER « OBJECTIONS »

Objections est un journal né, il y a dix ans, à l'aide d'un petit groupe d'objec-teurs à Toulouse. C'est donc un des derniers canards miliants fait sans un parti qui va crever. Faute de fric, faute d'intérêt. Et pourtant, l'armée, elle, n'a pas changé. Si ce n'est qu'elle se renforce, qu'elle s'insinue dans tous les domaines qui, avant, voyaient la prédominance d'un esprit « civil ». Objection: a été présent dans nombre de luttes antimilitaristes, il a été repris successivement en main par plusieurs villes Toulouse, Le Mans, Annonay Lyon, Paris. Expérience peut-être pas originale en Europe, mais tellement nécessaire face à l'expansion militariste, les relents de guerre et le retour des valeurs conservatrices. Tout ceci ne pousse pas à l'optimisme mais ne justifie pas la démission. Il ne s'agi pas de brandir éternellement a mort nucléaire ou les arres tations dans les stades, mais la désagrégation de notre vie, la parcellisation de nos actes ou le décalage entre nos idées et notre pratique est déjà inquiétante. Entre l'acti-visme stérile et le repli sur soi-même, on peut trouver une

Il y a peu d'espoir, si
Objections s'arrête aujourd'hui, qu'un journal de ce
type reparaisse dans les
années à venir.

Pour le sauver, « le blé
étant le neri de la guerre », on
espère dans que militante en

Pour le sauver, « le blé étant le neri de la guerre », on espère donc que, militants de tout groupe ou de toute tendance, vous contribuerez à la reprise d'un outil au service de toutes les luttes antimilitaristes.

Objections, B.P. 10, 75261
 Paris Cedex 06.



BALADE EN ZONE PLURIELLE

Agora: Les langues minoritaires ont fait parler d'elles dernièrement, le ministre de la culture nous a fait un beau discours. Pourriez-vous, à ce propos, nous préciser comment vous orienter votre lutte?

Wei Laang Nach: La langue Francique est l'élément le plus manifeste de notre identité culturelle. Elle reste donc, conformément aux orientations de notre plate-forme idéologique de 1981, l'axe majeur de notre lutte. Mais cette priorité n'est pas exclusive : elle s'inscrit clairement dans une démarche politique plus large qui oppose notre différence, d'une part, au capitalisme, avec ses modèles culturels dominants et ses impératifs de profit, d'autre part, aux logiques étatiques et à leur fonctionnement répressif et bureaucratique.

Deux attitudes essentielles guideront notre action

detorit note catalitica de la langue Francique qui inclut la problématique qui inclut la problématique de la répression linguistique dans le processus plus vaste des rapports sociaux de domination et en donne ainsi un éclairage original.

 des prises de position sur certaines cibles de l'actualité politique qui contribueront à faire connaître notre sensibilité idéologique.

A. Vous êtes dans une région où la population est composée d'une grande partie d'immigrés. Quels sont vos rapports avec les autres minorités régionales!

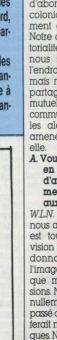
W.L.N. Notre minorité culturelle trouve, selon nous, toute son originalité dans ses racines territoriales, mais aussi dans une évolution historique où elle vit un destin commun

PAROLE AUX MINORITES

Nous sommes nombreux à avoir entendu parler, à propos de langues minoritaires, du Breton, de l'Occitan, du Basque, du Catalan... (en ne prenant que ces quatre exemples) mais connaissez-vous le Francique ? Nous l'avons rencontré et vous proposons donc une escapade dans une large région qui dépasse nos frontières.

En effet, le Francique, parlé depuis environ 10 siècles, se rencontre dans une zone qui englobe le Grand-Duché de Luxembourg, empiète sur la Belgique (secteur d'Arlon), l'Allemagne (de Bitburg à la Sarre) et touche la France dans l'est Mosellan. La langue se trouve à la frontière entre les parlers germaniques d'Europe du Nord et les autres parlers du reste de l'Europe; elle réalise une unité linguistique pour des citoyens de 4 nationalités différentes. En Lorraine du Nord, 350 000 personnes (soit près de 70% de la population) parlaient Francique.

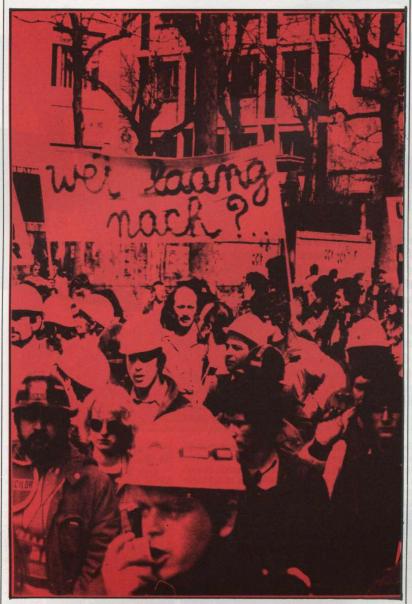
Partisans de la reconnaissance d'une culture plurielle, les libertaires ne sauraient mésestimer le combat contre les langues dominantes. C'est pourquoi nous donnons la parole à WEI LAANG NACH, qui publie le journal « Gewan ». En francais, of course.



avec d'autres minorités culturelles arrachées à leurs terres originelles pour les besoins d'une économie capitaliste en pleine expansion. L'histoire des Franciques est intimement liée à celle des ethnies immigrées venues s'installer dans la même aire aéographique qu'eux. En effet, celles-ci, tout comme les Franciques, y sont devenues des minorités culturelles opprimées au sein de l'Etat français. Ceci concerne aussi bien les ethnies venues d'Europe (Pologne, Italie, Portugal...) que celle qui ont d'abord subi la domination coloniale française (notamment en Afrique du Nord). Notre conception de la territorialité est donc ouverte nous sommes attachés à l'endroit où nous sommes nés mais nous acceptons de le partager, dans l'échange mutuel, avec toutes les autres communautés culturelles que les aléas de l'histoire ont amené à s'y installer malgré

A. Vous vivez sur une région en la partageant avec d'autres minorités, comment participez-vous aux luttes régionales?

W.L.N. La conception que nous avons de notre histoire est tout à l'opposé d'une vision figée et traditionnelle. donnant de notre passé l'image d'une société Francique mythique et sans tensions. Nous ne désirons donc nullement nous glorifier d'un passé commun idéalisé et qui ferait notre valeur de Franciques. Notre histoire aussi, nous la partageons avec d'autres minorités culturelles et c'est la résultante de ces constantes interférences qui a produit la réalité culturelle Francique actuelle. Ce sont les raisons pour lesquelles nous rejetons,



pour notre région, toute stratégie de rupture de type nationaliste, séparatiste ou indépendantiste au profit de luttes régionales ouvertes. Nous luttons pour l'affirmation de toutes les minorités bafouées en suscitant la prise de conscience d'une oppression capitaliste commune et en recherchant des moyens communs dans le but de renverser ces mécanismes d'exploitation.

A. Votre position vous amène donc à dépasser la région pour développer votre action plurielle!

WLN. en luttant contre la centralisation culturelle de l'Etat

français, nous ne luttons pas seulement pour l'affirmation de la culture Francique mais aussi pour le droit de toutes les cultures, territorialisées ou non, à vivre. D'ailleurs, notre lutte dépasse le cadre établi par les frontières politiques délimitant les Etats. Dans notre région en particulier, les frontières séparent artificiellement des mouvements sociaux identiques qui auraient tout à gagner à s'unir. La vision limitée des luttes sociales aux cadres étatiques, résultat d'un conditionnement nationaliste empêche l'internationalisation de ces luttes. Ainsi s'explique notre désir d'ouverture et de coopération très étroite

avec les organisations progressistes des minorités Franciques d'Allemagne, du Luxembourg et de Belgique, de même qu'avec les autres minorités régionales de France.

A. Comment vous situezvous dans l'univers politique français ?

WLN. La stratégie à court terme de l'association inclut parallèlement aux actions par-delà les frontières, une multiplication des actions dans le cadre institutionnel français. Cela implique une prise de position par rapport à la politique gouvernementale actuelle. Cette prise de position portera avant tout sur

la politique linguistique et culturelle.

On a pu constater, depuis mai 68, une avancée vers la reconnaissance des minorités culturelles en France. Malheureusement, cette reconnaissance ne se cantonne encore au'au discours. Bien sûr c'est un changement important, qui tranche avec la négation et le mépris dont a fait preuve la droite durant tant d'années à l'égard des cultures minoritaires. Mais nous attendons que s'exprime une volonté politique plus claire qui donne à ces minorités les moyens de s'affirmer pleinement. Nous sommes donc dans une situation de soutien critique à la politique linguistique actuelle. Dans les autres domaines de la politique gouvernementale, nous nous réservons également le droit de nous prononcer.

A Becucoup ont tendance à assimiler le Francique à l'Allemand. Que leur avancez-vous pour vous défendre de cette tendance à l'homogénisation entretenue des siècles?

W.L.N Le Francique, langue germanique, est trop souvent assimilé à l'Allemand. Dans la langue orale, la distinction est évidente et ne pose aucun problème d'un bout à l'autre de la Lorraine francique, mais c'est dans le recours à l'écrit que les problèmes deviennent plus aigus. Il faut répéter ici que le Francique luxembourgeois possède sa propre grammaire et sa propre écriture et qu'en aucun cas nous ne nous référons à l'allemand comme support écrit. Nous pensons que la confusion entretenue en haut lieu et nourrie par la situation alsacienne qui tendrait à substituer l'Allemand au Francique à l'écrit ne peut que lui nuire à plus ou moins long terme. Dans le cadre de l'école, il serait illusoire de penser que prendre en compte le Francique aux fins d'apprendre l'Allemand sauverait la situation. Nous estimons qu'il faut « faire du Francique pour le Francique », en se donnant les moyens de l'enseigner à l'oral comme à l'écrit, comme une langue spécifique. L'Allemand ne doit intervenir que plus tard, comme une langue étrangère, mais dont l'apprentissage serait alors grandement facilité par la connaissance de la langue Francique.

AFRIQUE DU SUD

LES COLERES DES-GHETTOS

'APARTHEID depuis longtemps en Afrique du Sud. On pensait qu'une situation aussi grave ne pouvait empirer. C'est faux puisque depuis le 21 juillet dernier une partie du territoire est soumise à l'état d'urgence. Notamment dans la province du Cap et autour de Johannesbourg il ne se passe pas un jour sans que des Noirs ne soient arrêtés ou massacrés. Officiellement, on compte 700 morts en un an dont 213 depuis juillet. Face au carnage, la CEE et les Etats-Unis ont réfléchi, lourdement, à leur réaction, créer des commissions d'enquête, consulter toutes les « huiles » de la planète pour, finalement, accoucher de sanctions symboliques. Il fallait s'y attendre, c'est sûr, mais ça scandalise toujours un peu.



l'un des premiers a s'élever contre la situation en Afrique du Sud. Le geste était beau mais le résultat est bien piètre. Au niveau européen, les réactions ont été aussi lamentables que les sanctions envisagées. Quant à Reagan il s'est montré tel qu'il est : reaganien...

L'ARGENT N'A PAS D'ODEUR

sanctions économiques auraient pu gêner, voire destabiliser la classe au pouvoir en Afrique du Sud. Mais cette hypothèse est absurde dans la mesure où elle fait l'impasse des liens entre capitalismes au profit d'une vision moraliste du monde

Orchestrées par une large campagne de presse, seules des sanctions financières symboliques seront prises. Certes, théoriquement, il n'y aura pas de nouveaux investissements en République Sud-Africaine, mais les anciens seront maintenus. La Grande-Bretagne, les Etats-Unis, la RFA, la France et la Suisse se frottent les mains. Leurs intérêts essentiels sont préservés et ce n'est pas négligeable puisque ces cinq pays totalisent à eux seuls 90% des investissements étrangers dans le pays de l'apartheid. Dès lors, on comprend mieux la réaction très « réservée » de Thatcher qui, en tant que premier inves-

E gouvernement de Fabius a été tisseur étranger (12 milliards de dollars), des maîtres de Prétoria : maintenir représentait les plus gros intérêts dans l'affaire. Mais dans ce monde-là il n'y a pas de petites bénéfices, et la France, même si son rôle est modeste (1,6 milliards de dollars) ne fournit pas moins de 10% des investissements.

Ainsi, malgré l'air pincé de Fabius dénonçant l'apartheid, la société Air Liquide, entre autre, continuera à construire, pour la société sud-africaine Sasol, une unité de production gigantesque. Il s'agit d'un vaste complexe chimique de gazéification du charbon. Dans une économie militarisée comme celle de Prétoria, on voit immédiatement sur quoi peut déboucher l'exploitation des Noirs dans les mines.

LA « MORALISATION » DE L'APARTHEID

I les milieux financiers sont prêts à investir partout, ils tiennent aussi à préserver la tranquillité de leurs capitaux. Déjà, dans certaines mines africaines, face aux très nombreuses grèves, tout en maintenant la répression violente, les industriels ont fait quelques concessions afin d'avoir le calme. Depuis 79, ils ont ainsi reconnu les syndicats noirs. Mais, au gré des intérêts patronaux, la grève peut être ou ne pas être déclarée illégale. Ce qui permet alors aux industriels de licencier qui bon leur semble. Leur but reste bien le même que celui

l'exploitation maximale.

Leur attitude s'apparente à celle des milieux patronaux « progressistes » autochtones qui, devant la désorganisation industrielle actuelle et face à l'immobilisme du pouvoir, ont recontré en Zambie les leaders de l'ANC (Congrès National Africain). Très lucide, Gavin Relly, chef de cette délégation et surtout président de l'Anglo-American Corporation, a clairement déclaré: « Nous ne pouvons pas avoir de croissance économique sans réformes politiques et, de même, nous ne pouvons pas avoir de réforme sans croissance ». C'est ainsi que s'expriment les véritables leaders de la bourgeoisie « progressiste » sud-africaine.

PETITS BLANCS ET ULTRA

N ne sait encore si le rapport de force basculera en faveur de ces thèses plus libérales ou si, au contraire, tout comme aujourd'hui, les positions ultras resteront dominantes. Botha incarne, à l'heure actuelle, les intérêts des petits blancs et des nationalistes les plus conservateurs (notamment d'origine Afrikaner). Faisant fi de toute ouverture, Botha a même désigné les boucs émissaires parfaits lorsqu'il a déclaré : « J'ai ordonné aux institutions sud-africaines d'établir rapidement le nombre de travailleurs étrangers dans le pays, l'endroit où ils se



trouvent de façon à ce que le gouvernement puisse étudier les mesures afin de les rapatrier dans leur pays ». La menace de Botha désigne 1,5 million de travailleurs noirs venant de l'étranger (Lesotho, Botswana, Mozambique, Swaziland) mais aussi des Banthoustan du Transkei, du Ciskei, du Bophuthatswana. Cette menace si elle satisfait les milieux ultra, a un inconvénient : appliquée, elle ruinerait l'économie africaine. En effet, ces travailleurs sont essentiellement mineurs et leur travail fournit la moitié des exportations du pays (or, charbon). On comprend mieux où le « libéralisme » de certains industriels trouve sa source. D'autant que. dans un pays où les structures industrielles sont archaïques, le capitalisme sauvage rencontre ses propres limites de rentabilité.

LA RÉVOLTE DES GHETTOS

EPUIS des mois, voire des années, les noirs combattent ouvertement l'Apartheid. Pendant tout l'été, les manifestations-enterrements se sont succédé. La répression a été, dans tous les cas, brutale. D'autres constantes apparaissent aussi. Syndicalistes, associations d'étudiants, organisations féministes ou d'entr'aide coexistent dans les manifestations. Celles-ci se sont toujours déroulées dans les zones noires. Et, s'attaquant surtout aux collabora-

teurs de la police et aux magasins, les émeutes n'ont jamais frappé directement au cœur du système. D'autre part, l'exclusive raciale l'emporte comme l'ont montré les émeutes de Durban contre la communauté indienne au début du mois d'août. Le paradoxe est d'autant plus grand que les « métis » et les « indiens » ont rejeté catégoriquement les réformes constitutionnelles de Botha qui leur octroyaient quelques miettes du pouvoir.

Tous ces éléments disparates expliquent à la fois la violence des émeutes mais aussi les limites des insurrections des ghettos. Le débouché révolutionnaire, dans ces zones, semble d'autant plus aléatoire que les luttes y sont menées, au niveau des faits, en marge de l'action des mineurs.

Alors que se déroulaient les émeutes dans les townships, des grèves éclataient dans de nombreuses mines. Les revendications avancées par le NUM portaient sur des hausses de salaires et la reconnaissance syndicale. Après avoir reporté plusieurs fois la grève générale, le NUM décidait, début septembre de la suspendre. Des accords ont pu être passés dans certaines entreprises et les syndicalistes essaient maintenant d'empêcher les licenciements massifs. Ces exemples montrent la fragilité du syndicalisme noir. Certes, depuis sa création, il y a cinq ans, le NUM, principal syndicat des mineurs, a connu un essor extraordinaire. Mais, face à la répression, son premier problème est d'obtenir des

droits élémentaires pour les ouvriers. Aujourd'hui, il s'agit d'abord de créer l'unité syndicale dans la classe ouvrière.

LES INTERLOCUTEURS PATENTES

N l'absence de liens politiques concrets entre mineurs et townships, les partis d'opposition se bousculent au portillon pour être reconnus. Parmi eux, les médias et les puissances occidentales privilégient de plus en plus l'UDF (Front Démocratique Uni) dans lequel les églises réformées et l'évêque Tutu sont influents. La position anti-apartheid du Front mais aussi ses opinions anti-socialistes sont vues d'un très bon œil par une partie du pouvoir sud-africain. Moins appréciée est l'ANC. Ses sympathies pro-soviétiques gênent les milieux occidentaux mais son implantation dans les mines et de plus en plus dans les townships fait d'elle un puissant interlocuteur. Les industriels sud-africains ne s'y trom-

L'Afrique du Sud aujourd'hui n'est donc pas au bord d'une révolution. Les oppositionnels, pour la plupart, ne la réclament pas dans leurs actes. Mais l'épreuve de force contre l'Apartheid se maintient et s'amplifie. C'est aussi à travers cette lutte que le mouvement noir se construit.

J. DESGRANGES

ITALIE

MASSACRE D'ETAT :

LES ANARS ACCUSENT!

Le 12 décembre 1969 une bombe explosait à Milan. On suicidait Pinelli, on emprisonnait Valpreda.

U cours des seize dernières années, six massacres ont ensangianté l'Italie, faisant 137 morts et 685 blessés. A ce jour, aucun responsable n'a été inculpé. D'accusés, les anarchistes se sont mués en accusateurs. Le véritable coupable c'est l'Etat et sa criminelle stratégle de la tension.

de la Piazza Fontana, survenu seize ans plus tôt, le 12 décembre 1969 à Milan. Tous les principaux accusés, parmi lesquels l'anarchiste Pietro Valpreda et les fascistes Franco Freda et Giovanni Ventura, ont été relaxés pour « insuffisance de preuves ». L'un des plus longs, des complexes et spectaculaires procès de l'histoire italienne, reste pourtant inachevé. du 12 décembre de la ferme-1969. à l'heure

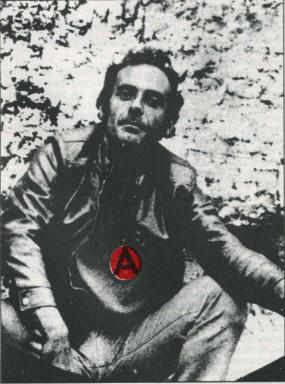
xplosion dévaste ture. le siège de la Banque de l'Agriculture, dans le centre de Milan. Bilan: 16 morts et 97 blessés. Dans l'histoire de l'Italie contemporaine, c'est le premier massacre de cette envergure et avec ces caractéristiques. Hélas, il y en aura d'autres.

Ce 1er août a pris fin, devant le tri-

bunal de Bari, le procès du massacre

Le climat politique et social italien est, en cette période déjà surchauffé. Les mouvements étudiants, déclenchés en 68 sont encore actifs. De vastes secteurs de la classe ouvrière sont toujours en lutte. Cet automne 69 est déjà connu sous le nom « d'automne chaud ». En invoquant « la loi et l'ordre », les journaux et les forces politiques modérées et conservatrices, vont répétant qu'il est temps de mettre fin à la contestation. Le 14 décembre est prévue une grève de la métallurgie. C'est la catégorie la plus combative des travailleurs et le gouvernement vacille.

C'est donc à la veille de cet affrontement qu'a lieu la tuerie de Piazza Fontana. Même heure, même jour, d'autres bombes, qui n'ont pas explosé, sont trouvées à Milan (près de la Banque Commercial) et à Rome (près de l'Autel de la Patrie). Le pays est en état de choc.



Aussitôt après l'attentat, la Préfecture de Police milanaise en attribue la responsabilité aux « extrémistes de gauche », en spécifiant qu'il convient d'enquêter surtout dans les milieux anarchistes. Et elle joint l'acte à la parole dans la nuit du vendredi 12 décembre en interpellant plus d'une centaine d'anarchistes sur Milan. Au Commissariat Central sont ainsi regroupés de jeunes militants, d'anciens résistants au fascisme, des collaborateurs de journaux, des personnes qui depuis des années ne fréquentaient plus le mouvement... La grande majorité sera d'ailleurs relâchée au bout de quelques heures. Mais quelques-uns sont retenus: parmi ceux-ci, Giuseppe Pinelli, la guarantaine, cheminot. Il est, entre autre, l'un des membres du Cercle anarchiste « Ponte della Ghisolfa » et de la Croix Noire anarchiste (organisme de solidarité où il s'occupe du soutien aux camarades emprisonnés).

Pinelli a été arrêté le vendredi soir près du local du groupe anarchiste, via Scaldasole. Là, les policiers lui déclarent qu'il agit « d'une simple formalité ». D'ailleurs, ils le suivent avec leur voiture, tandis qu'il se dirige en moto vers la Préfecture de Police. Il en « sortira », trois jours plus tard, par la fenêtre du 4º étage du bureau du commissaire Calabresi. « Suicide », dit la police. Mais, cette version est donné si rapidement, elle est à ce point invraisemblable que l'opinion publique démocratique parle déjà d'assassinat.

police a arrêté Pietro Valpreda, militant anarchiste, danseur de profession. « Le monstre, c'est lui ! » écrivent les journaux. Les médias noircissent leurs colonnes d'articles sur l'histoire du mouvement anarchiste. Ils présentent celui-ci comme une secte de fous, de terroristes en action, ou rêvant de l'être. Une campagne de presse d'une ampleur exceptionnelle est engagée contre eux. L'objectif principal reste de « démon-

Entre temps, le Jundi 15, la

exceptionnelle est engagée contre eux. L'objectif principal reste de « démontrer » que Valpreda, Pinelli le « suicidé » et leurs camarades sont les responsables « logiques » de l'horrible massacre. Mais, derrière cet objectif, il y a surtout la volonté de frapper un mouvement qui devient le symbole de l'ensemble des tendances libertaires et

anti-autoritaires.

Dans les jours qui suivent, les anarchistes milanais convoquent une conférence de presse : les journalistes y affluent. La thèse défendue par les militants peut se résumer avec les trois mots d'ordre qui, pendant les mois et les années qui vont suivre, seront si souvent répétés, écrits sur les murs, scandés dans les manifestations : Valpreda est innocent! Pinelli a été assassiné! Le massacre de Piazza Fontana est un massacre d'Etat! Les anarchistes ne se limitent donc pas à faire retomber sur les fascistes la responsabilité directe du massacre, mais ils n'hésitent pas à mettre en cause le pouvoir dans l'utilisation qu'il a faite des criminels d'extrême-droite. Les jours suivants, les journaux déclareront cette thèse « délirante ». Et, aux funérailles de Pinelli, le samedi 20 décembre à Milan, il y aura bien sûr des centaines d'anarchistes. Mais bien plus de policiers (au moins 300) que de militants d'autres forces de gauche.

Dans les semaines suivantes, commence une campagne contre la répression qui, progressivement, s'amplifiera des anarchistes vers les autres forces de gauche. Au fil des mois, face au comportement notoirement injuste et répressif de l'Etat, ce « front » hétérogène s'élargira. La campagne de dénonciation et de contre-information touche alors toutes les villes italiennes et la sensibilisation des masses est énorme.

Cependant, Valpreda et d'autres jeunes anarchistes de son groupe sont toujours en prison. Cette détention est considérée comme incacceptable par une partie de plus en plus vaste de l'opinion publique, impressionnée par les informations qui transpirent de l'enquête policière. En particulier, dans les accusations rassemblées contre Valpreda, il y a ce témoignage d'un chauffeur de taxi milanais, au demeurant alcoolique et qui décèdera par la suite : il affirme avoir pris en charge Valpreda pour un trajet de 200 m ! Absurde.

En 1972, enfin, le « Corriere della Sera », le principal quotidien italien, « rejoint » la thèse de la campagne pour la libération de Valpreda. Mais, juridiquement, l'anarchiste ne peut plus être libéré : le délit dont il est accusé interdit de lui concéder une liberté provisoire. La pression de l'opinion publique est telle que le Parlement finit par voter une loi (dorénavant connue sous le nom de « loi Valpreda ») conçue spécialement pour permettre la libération de l'anarchiste (et de tous ceux qui éventuellement se trouveraient dans la même situation iudiciaire).

Janvier 1983, Valpreda est donc libéré. Pour la campagne contre la répression, lancée le 17 décembre 69 par les anarchistes, c'est une victoire certes tardive, mais réelle.

Quant au procès, il faudrait plutôt en parler au pluriel. Puisque celui qui débute à Milan est, d'autorité, transféré à Rome et se conclue par une relaxe générale pour absence de preuves.

Le procès en appel vient ensuite. Il se déroule à Catazanro (Calabre), dans l'extrême sud de la péninsule et se conclue par un nouvel acquittement de Valpreda pour les mêmes raisons, et par la condamnation à la prison ferme pour les fascistes. Mais la Cour de Cassation, qui siège à Rome, annule le verdict de Catanzaro et ordonne que le procès soit refait à Bari. Et c'est cette dernière phase qui vient de prendre fin ce 1er août 85 avec, une nouvelle fois, la relaxe générale pour « insuffisance de preuves ».



L'importance de ces procès ne réside cependant pas dans les verdicts, mais plutôt dans leur déroulement. Tout au long de ces centaines d'audiences sont, en fait, apparues au grand jour, dans toute leur mesquinerie et leur violence, la véritable essence du pouvoir, les jeux louches des services secrets, la responsabilité des partis politiques qui ont couvert l'action... Ministres, généraux et politiciens ont été appelés à témoigner, et parfois inculpés ils ont, à leur tour, été jugés.

Si, sur le plan judiciaire, 16 ans après la tuerie de Piazza Fontana, aucun responsable précis n'a pu être trouvé, qu'il ait été commanditaire ou exécutant, il est cependant clair aux yeux de tous que ces procès ont révélé la responsabilité de l'Etat dans toute sa

splendeur.

Les événements des années 70 en Italie, avec l'apparition du phénomène de la lutte armée (monopolisée par les Brigades Rouges, nettement staliniennes) et, en conséquence, caractérisées par la riposte répressive de l'Etat, ont provoqué de profondes transformations politiques et sociales. Cependant, le massacre de Piazza Fontana et l'assassinat de Pinelli sont restés profondément ancrés dans la sensibilité et la mémoire des gens plus que tout autre épisode (y compris le célèbre rapt et assassinat du Président du Conseil des ministres, Aldo Moro, par les Brigades Rouges). Et les anarchistes, que ce montage politique avait choisis comme victimes, ont su renverser la stratégie du pouvoir et mener à bien une campagne de contre-information qui, de bouc émissaire les a transformés en symbole actif de la lutte contre l'Etat et ses injustices

Malgré le verdict répugnant de Bari qui continue à amalgamer fascistes et anarchistes, il est devenu clair depuis fort longtemps pour la grande masse des italiens que: Valpreda est innocent, que Pinelli a été assassiné et que le massacre de la Piazza Fontana a été un massacre d'Etat!

Paolo FINZI

« SUSCEPTIBILITÉ GUADELOUPÉENNE »

« Pour avoir frappé un enfant, un professeur métropolitain a été châtié à la machette ». Simple et drôle de résumé télévisuel pour une affaire ô combien plus compliquée!

Le 15 octobre 1984, en Guadeloupe, un professeur français (blanc) frappe un enfant guadeloupéen (noir), en lui disant : « c'est ainsi qu'il faut vous mener, vous, les nègres et rous » passerez tous ».

et vous y passerez tous ». Le 30 octobre, un militant indépendantiste, Georges Faisans, châtie symboliquement, à la machette, ce professeur en le blessant

légèrement.

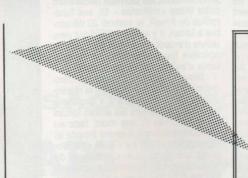
Il est évident que ce châti-ment n'a pas été d'une spontanéité exemplaire. Mais là n'est pas la question... le fait qu'un enfant guadeloupéen reçoive un coup de pied au cul d'un professeur blanc, c'est trop. Pour les Antillais, ce geste est la pire des insultes car il a un relent d'esclavagisme inacceptable. D'autant plus que la phrase qui l'accompagnait ne laisse pas l'ombre d'un doute sur les opinions de son auteur. Mais la justice française n'a que faire des « susceptibilités » guadeloupéennes et Georges Faisans, arrêté le 17 novembre, sera condamné à 4, puis 3 ans de prison ferme! Le 3 juin 1985 il entame une grève de la faim-suicide, prêt à aller jusqu'au bout car, pour lui « Le monde entier doit savoir que la France veut garder ses nègres :

Les militants indépendantistes exigent la libération immédiate de Faisans. La dernière semaine de juillet, ils bloquent l'accès à Pointe-à-Pitre, précisant que seule celle-ci mettra un terme à leur action. Le 29 juillet, Faisans est libéré et les barrages sont levés.

La mobilisation des indépendantistes a permis de montrer qu'ils ne sont pas si minoritaires que ce qu'on veut bien en penser dans la « mère patrie ».

M. N.





ATTENTION CHANGEMENT

AGORA BP 3098

31026 TLSE CEDEX

INQUISITION

En R.F.A., depuis quelques temps, les cas de poursuites contre les adversaires de l'église s'intensifient. Les militants anticléricaux sont poursuivis en vertu de l'article 166 du code pénal (dit article de blasphème).

Perquisitions, actions de confiscations, amendes, interdictions professionnelles, emprisonnement même, sont les résultats de ces procès d'un autre millénaire.

A Göttingen, Birgit Römermann, Présidente de l'Association Internationale pour
l'Avancement de la Joie de
Vivre, est condamnée pour
avoir diffusé une brochure et
des auto-collants anticléricaux. Bilam: 20 jours de prison
et une amende; sans compter sur l'éclésiastique local qui
appela dans la presse, à boycotter le magasin de Birgit.

A Freiburg, la police confisque l'affiche annonçant la première semaine anticléricale organisée par la Bunte Liste et inculpe le Président de l'association.

A la faveur de ces procès, de nombreux groupes ont apporté leur soutien aux inculpés par une distribution massive et nationale de tracts. Pourchassés par la police, bon nombre de diffuseurs ont aussi été inculpés.

Les médias de R.F.A. observant le black-out total sur ces affaires, nos camarades allemands lancent un appel à la solidarité internationale pour faire pression sur les tribungus

- Pour en savoir plus, écrivez
 à : Bunte Liste Freiburg Postfach 254, D. 7800 Freiburg.
- Ou bien directement au tribunal : Amtsgericht Freiburg,
 z. Hd. v. Richter, Dr Jugmann,
 D. 7800 Freiburg

DAME ANASTASIA

En Pologne, la répression suit son cours. La censure aussi. Cette demière est désormais horizontale et verticale. Les textes des chansons sont, en effet, vérifiés deux fois : une fois à l'horizontale, c'estàdire le contenu, une seconde fois à la verticale, pour vérifier si les premières lettres des lignes ne forment pas des slogans interdits.

pour vérifier si les premières lettres des lignes ne forment pas des slogans interdits.

Mais il y a plus fort encore.

Le film « Tout va bien », consacré à un groupe musical a bien failli voir le jour. La Première était prévue pour le 11 février. Il était déjà passé par le contrôle de la censure, quand, soudain, un des fonctionnaires s'est inquiété d'une scène dans laquelle Cera entoure un collègue du groupe avec le fil du micro. Le fonctionnaire a estimé que cette scène exprimait le désir de voir Jaruzelski pendu et qu'elle faisait trop songer au procès des assassins de Popieluszko. Le film ne sera pas



ABOLIR LA PRISON

L'incarcération est criminelle, la prison criminogène. Et si on ouvrait les prisons, pour les supprimer? 150 personnes venues de Belgique, d'Espagne, du Portugal, de RFA, de Grande-Bretagne, de Norvège, d'Autriche, d'Argentine, du Mexique, du Canada, des Etats-Unis, d'Australie et de France se sont réunies à Amsterdam, du 24 au 27 juin, pour en discuter. Pour dresser un constat d'échec de la prison et élaborer des stratégies alternatives au système carcéral.

Première impression : « Conférence internationale sur l'abolition de la prison » ressemblait à s'y méprendre à de nombreux colloques scientifiques : rares étaient les participants à avoir subi l'emprisonnement et, à l'exception de quelques " militants abolitionnistes "
(des Verts allemands aux Quakers canadiens), la plupart étaient des théoriciens, juristes ou sociologues. La conférence se tenaità l'université, dans le cadre de l'institut de criminologie. Le recteur avait présidé l'ouverture de la rencontre, il ne restait plus aux congressistes qu'à être reçus par le maire de la ville : ce qui se fit, effective-ment, autour de petits fours.

Deuxième impression : la chaleur des échanges, la diversité des débats et la radicalité de leurs conclusions. Les participants ne se séparèrent qu'après avoir fait sept fois le tour de la prison Bilmerbajes, au son d'instruments de musique. Nous croyons savoir que les murs de l'établissement pénitencier ne sont pas hélas effondrés, tels ceux de Jéricho.

(D'après la correspondance de Dagmar)

ABUS DANGEREUX



MÉDECINE traditionnelle, médecines douces : la prise en charge de nos corps — et de nos angoisses — ouvre un marché considérable. Deux voix, deux optiques, et un même constat : une médecine plurielle comme béquille à nos insatisfactions sociales.

UGMENTATION du taux d'entrée en maladie, du nombre de journées d'hospitalisation, de la consommation médicale : en dépit des techniques, d'un personnel de qualité, de la possibilité de soins gratuits, en dépit du progrès technique et social, l'individu se porte mal. Les « malades » sont de plus en plus nombreux et plus insatisfaits que jamais. Et, parallèlement à cette insatisfaction, un sondage récent laisse entendre que 80% de la population se déclare favorable aux médecines douces.

SOIGNER SA MALADIE OU SA SANTÉ ?

OTRE médecine occidentale est secouée par une crise. Une partie de la population « malade » va à présent chercher ailleurs sa santé; vers une forme de soins plus conforme à ses aspirations, où la « technique pour soigner » devient « l'art de soigner », où l'individu ne se voit pas réduit à une substance physico-chimique, à un outil qui doit bien fonctionner, mais où, au contraire, il est investi de son rôle, de sa responsabilité et de sa liberté à disposer de lui-même. Même si une certaine habitude et une méfiance certaine font recourir le « malade » à la médecine officielle, allopathique, pour ce qui présente un caractère d'urgence, petit à petit, il glisse vers les « autres médecines ».

Face à une science cartésienne, bloquée dans des représentations théoriques, les médecines douces proposent à l'homme une connaissance de lui-même, non forcément pour guérir d'une maladie mais pour entretenir, épanouir sa santé. A l'opposé de la médecine actuelle, qui est une médecine agressive tant par ses méthodes de recherche (l'expérimentation animale : procédé barbare et peu fiable) que par les techniques qu'elle met au point

(chimiothérapie, chirurgie...), les médecines douces offrent des soins non violents en harmonie avec les principes naturels : acupuncture, homéopathie, ostéopathie, iridologie,...

ORDONNANCE PARAPLUIE POUR UN COIN D'PARADIS

Hypocrate (V° avant J.-C): « La maladie n'est pas un ennemi extérieur mais une réponse intérieure aux atteintes du milieu ». Et Galien (200-130 avant le même J.-C.): « La maladie est un coup du sort qui frappe d'innocentes victimes ». Ce grand fossé qui sépara Galien d'Hypocrate n'a pas encore été comblé, amenant la promotion d'une médecine réparatrice, de symptômes, expérimentale au détriment d'une médecine préventive, d'individu, de terrain, d'observation.

La maladie peut-elle être indépendante des influences exercées par la société sur l'individu ? Facteurs psychologiques, facteurs sociaux, facteurs écologiques, etc., ne sont-ils pas autant d'éléments extérieurs qui conditionnent le terrain de l'individu ?

l'individu ?

Hélas, le médecin aujourd'hui n'a ni la formation nécessaire, ni le temps d'envisager ces éléments, auxquels, en tant que médecin, il ne peut rien changer. Son arsenal thérapeutique, ce sont la chimiothérapie et son éventail de spécialités médicamenteuses (dont plus de 80% sont inutiles, selon le P' Minkowski), la chirurgie, les techniques de pointe (qui servent plus souvent l'avancement de la recherche que le malade lui-même). Mais, parallèlement à cet arsenal toujours plus élaboré, toujours plus performant, la médecine de tous les iours devient toujours plus pauvre, plus inadéquate.

La belle époque de notre médecine semble révolue. L'individu malade



21

aujourd'hui ne se laisse plus « mettre sous antibiotiques », « sous cortisone », « sous antalgiques » aussi facilement. Les dangers des médicaments, il les connaît : effets secondaires, maladies iatrogènes (% de maladies dues aux médicaments). D'ailleurs, plus de 40% des « malades » ne prennent pas les médicaments prescrits. Les divers spécialistes qui compartimentent son corps, il y a eu aussi affaire. Il n'est pas très heureux de se voir relégué au rang d'« ictère du 203, médecine B » ou de « col du fémur du 101 en chirurgie C ».

Face à une science devenue le monstre sacré de notre temps et qui semble accoucher chaque jour d'une médecine toujours plus loin de l'homme, face au bilan de cette médecine qui n'est peut-être pas si positif qu'on pourraît le croire, face à son expérience personnelle, l'individu « malade » rédame maintenant une autre

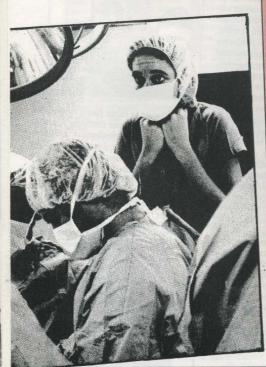
DIS-MOI CE QUE TU CHERCHES JE TE DIRAI QUI TU ES

UJOURD'HUI, recherche médicale, recherche pharmaceutique, recher che agro-chimique, recherche spatiale ne sont plus qu'une seule et même gigantesque industrie, avide de marchés et de profits. Une gigantesque industrie que n'arrêtent pas des considérations morales : on écoule les médicaments périmés ou toxiques sur les marchés du tiers monde; on camoufle les accidents dus aux médicaments; on expérimente sur les minorités, dans le tiers monde, dans les asiles et les prisons ; on torture et sacrifie des millions d'animaux dans les laboratoires clos, on joue à l'apprenti sorcier en congelant les embryons, en manipulant les gènes...

Le CNRS, « L'Etat savant », ce sont 99 000 chercheurs à plein temps, 15 100 collaborateurs, 1 300 laboratoires, à quoi il faut ajouter tout le secteur privé. Les budgets alloués pour combattre les grands fléaux de notre société (cancer, maladies cardio-vasculaires, et maintenant Sida) sont considérables, autant que ceux alloués pour la recherche fondamentale. Mais l'enjeu de l'affaire est-ce l'homme ou la compétition économique et le pouvoir ?

On constate que le monde médical scientifique » discrédite les médecines douces, ou bien tente de les récupérer pour son compte (CES d'acupuncture...). Est-ce parce que ces médecines douces, en remettant en question l'individu lui-même, risquent de bouleverser le système de base de notre société actuelle ?

Aline S.





LE TEMPS DES SPECIALISTES

OIN de moi l'idée de contester la faillite du système médical occidental, sa dimension marchande ou la relation de dépendance dans laquelle il enferme le « patient ». Loin de moi l'intention de dénier à des pratiques novatrices ou venues d'ailleurs leur capacité à répondre aux besoins d'un corps souffrant. S'en prendre aux causes plutôt que de réparer les conséquences, voilà qui est radi-cal. Et positif, dans la mesure où nombre de ces pratiques ambitionnent de faire

du patient-objet-d'examen un sujet porteur de ses propres défenses.

Mais loin de moi, aussi, un optimisme qui m'apparaît démesuré. L'automédication est, il est vrai, en régression constante. Mais les Français consomment de plus de médicaments, et de plus en plus souvent sur prescription de leur médecin : la consommation de pilules, gélules et potions en tous genres a, en vingt médecin : la consommation de pilules, gélules et potions en tous genres a, en vingt mans, augmenté de 50%. Les récents progrès techniques, une meilleure couverture ans, augmenté de 50%. Les récents progrès techniques, une meilleure couverture sociale ont conduit l'individu à avoir un recours plus fréquent au médecin. Le maladeconsommateur s'en remet de plus en plus aux spécialistes. Dans le domaine du

corps, comme dans tant d'autres.
L'augmentation de la quantité de psychotropes et autres calmants avalés est stupéfiante. Mais la multiplication du nombre d'individus en analyse ne l'est pas moins. Mais, au fait, qui fait une analyse et séjourne à l'asile psychiatrique ? Problème de fric, divage de classe. Le remboursement — ou non — par la sécurité sociale joue un rôle déterminant. Mais n'est-ce pas surtout, le fait d'une démarche, d'une culture, d'un comportement socio-culturel spécifique ?

Les courbes favorisées consultent bien plus valentiers que les milieux populai-

Les couches favorisées consultent bien plus volontiers que les milieux populai-Les couches favorisées consultent bien plus volontiers que les milieux populaires les médecins spécialistes. Et lesdits spécialistes prescrivent bien moins de médicaments que leurs confrères généralistes : investis d'un rôle de « conseil », ils n'ont caments que leurs confrères généralistes : investis d'un rôle de « conseil », ils n'ont caments que leurs confrères généralistes : investis d'un rôle de « conseil », ils n'ont cale. N'y a-t-il pas, au fond, la même démarche auprès de tant de praticiens de médecines douces ? Le même besoin d'être écouté dans son corps souffrant, dans ses malaises ? Ce que ne font plus, justement, tant de généralistes distributeurs d'ordonnances, adeptes acharnés du « Vidal ».

L'acupuncture à la chaîne, ça existe. Les charlatans et escrocs, aussi. Dans tous les domaines. Nul doute que nombre de ces nouveaux techniciens d'un corps parcellarisé à l'extrême soient sérieux et compétents. L'on me permettra de douter cependant de l'altruisme affiché de bien d'entre eux, habiles à tirer profit d'une mystique d'un « corps en forme » pour s'installer sur un marché en pleine expansion, loin de la concurrence sauvage des généralistes, trop nombreux en milieu urbain.

sion, loin de la concurrence sauvage des géneralistes, trop nombreux en milieu urbain.

Quand on sait le prix de la journée d'hospitalisation, le non-remboursement par la Sécurité Sociale d'actes novateurs et fréquemment efficaces à moindre coût est à proprement parler scandaleux. Eviter une médecine à deux vitesses me paraît urgent. Et cela passe par la reconnaissance d'une médecine plurielle. Ouvrir la voie à d'autres soins, bien sûr. Mais le problème de fond ne se situe-t-il pas ailleurs ? On consulte pour être rassuré, pour apaiser ses angoisses autant que pour être soigné. En temps de crise, particulièrement. Et si la médecine, qu'elle soit traditionnelles ou douce, ne jouait souvent que le rôle d'une assurance du corps contre les risques de la « maladie » ? Un paliatif aux insatisfactions et à l'agressivité retournée contre soi, une béquille aidant à porter en soi une insupportable résignation ? Et si l'individu n'était, au fond, souvent malade que de la société ?

EDITION

LIRE « SPARTACUS »

O UI est Spartacus? Si l'on posait cette question à des personprises au hasard, il y a gros à parier que nul ne saurait que nes prises au hasard, il y a gros à parier que nul ne sautres nes prises au hasard, il y a gros à parier que nul ne sautres nes prises au hasard, il y a gros à parier que nun comme les autres per nom est celui d'une maison d'édition « pas comme les autres se nom est celui d'une maison d'édition » pas comme les autres per se nom est celui d'une maison d'édition » pas comme les autres per se nom est celui d'une maison d'édition » pas comme les autres per se pas

ISE en hibernation une dizaine d'années avant mai 1968, la maison d'édition sortira de son sommeil à la faveur de ces événements, toujours sous l'impulsion de son directeur, René Lefeuvre, épaulé par les animateurs de la librairie « La Vieille Taupe ». Elle connaîtra alors un certain succès. Dans leur lutte pour conquérir l'hégémonie culturelle et politique face à la bourgeoisie intellectuelle, en révolte contre le « pouvoir » politique « de droite », n'ont pas hésité à puiser une partie de leurs idées critiques dans les écrits des courants anarchistes - qui concentrent leurs attaques sur l'Etat - et dans l'œuvre des marxistes révolutionnaires se réclamant de la tradition du socialisme des conseils. Ainsi sera produite, par amalgame et réajustements successifs, en fonction des besoins stratégiques du moment, une théorie de l'autogestion qui se voulait porteuse d'un projet « alternatif » entre le capitalisme privé et le « communisme totalitaire ». La conquête de l'Etat par ses représentants politiques, l'élargissement de son assise sociale et l'affaiblissement de son concurrent redouté, le PCF, dispenseront progressivement la nouvelle petite bourgeoisie intellectuelle et technicienne de toute référence à une critique révolutionnaire de l'ordre établi. Celle-ci ne la renvoie-t-elle pas à sa place dans la division capitaliste du travail ? Ne constitue-t-elle pas un danger pour une société dont les élites ont investi les sommets à défaut de vouloir et de pouvoir en changer la base ? Quand au désenchantement des agents subalternes de cette classe, déçus dans leur espoir de changement, il sera générateur d'un repli sur soi propice à la consommation culturelle d'un passé mort, hostile en revanche à une réflexion sur l'histoire sociale vivante, donc sur le statut actuel et leur avenir.

MANIFESTATION DU 1° MAI A PARIS SUID. 6 LA DEUT, PARI UN ATTENDADO DE LA DEUT, PARI UN ATTENDADO

L'histoire pour quoi faire, dès lors qu'il n'est plus question de faire l'histoire, mais d'obéir à ceux qui la font et à ce qui la fait? Interrogés un instant par les membres les plus radicaux de l'intelligentsia de gauche, les principaux auteurs que Spartacus avait en catalogue retomberont dans l'oubli aussi vite qu'ils en étaient sortis...

POURQUOI SPARTACUS?

ANS cette conjoncture, alors que les principales conquêtes ouvrières se trouvent menacées et que le conformisme dit « de gauche » paralyse toute pensée critique, les éditions Spartacus s'apprêtent à fêter leur cinquante-deuxième anniversaire. Cette commémoration sera donc elle-même un çombat, l'occasion de répéter que seule la mise en œuvre du projet de transformation sociale que dessine.

sur la base de l'expérience des luttes ouvrières, l'ensemble des écrits publiés par Spartacus peut permettre à la société de sortir de la crise dans laquelle la plonge en permanence un système socio-économique fondé sur la division en classes antagonistes, l'exploitation en vue de la production et de la réalisation du profit, la concurrence, l'organisation hiérarchique des tâches et des fonctions. Jaurès ne disait-il pas : « Ce n'est pas la force de la révolution qui a abouti aux déchaînements des guerres, c'est la faiblesse de la révolution » ? Ajoutons à la guerre, qui n'en est qu'une manifestation, toutes les autres formes que prend la barbarie impérialiste, à l'Ouest comme à l'Est, et cet avertissement sera plus que jamais d'actualité.

C'est pour inciter à une réflexion en profondeur sur ces problèmes et préparer la résistance à la guerre, que les éditions Spartacus sont fondées en 1934, au moment même où le nazisme parachève en Allemagne le travail de la contre-révolution qui a conduit à la Seconde Guerre mondiale. Et c'est toujours dans une telle perspective

AGORA Nº 28 / OCTOBRE 1985

militante qu'elle poursuivent depuis cinquante et un ans un irremplaçable travail de défrichement et de mise au jour théorique. Elles ont permis à toutes les tendances non-officielles du mouvement ouvrier de faire entendre leur voix, souvent « prémonitoire ». Tant que « la révolution » était un créneau éditorial parmi d'autres, il ne manquait pas de maisons d'éditions avant pignon sur rue pour l'occuper. Aujourd'hui, où elle « n'intéresse » plus personne, la curiosité intellectuelle semble dans ce domaine les avoir désertées. « Idéologique collectif » au service du « capital global » l'intelligentsia de gauche ne conçoit désormais le pluralisme des opinions que comme variations infinies sur un thème unique : le « soutien idéologique du statu quo » (P. Mattick)...

Les auteurs réunis par Spartacus ont tous contribué d'une manière décisive à la critique de la contre-révolution bureaucratique. Ils ont montré, sans quitter le terrain de l'analyse des rapports de production en Russie et de la structure de classe des pays du « socialisme réel », que le nouveau système d'exploitation repose sur le même socle que le socialisme privé... Cette critique est aujourd'hui pour l'essentiel achevée. Elle n'est en rien comparable à la lutte menée contre le « totalitarisme », qui mobilise désormais une armée de scribes. historiens et sociologues spécialistes du PCF et de la « soviétologie ». Leurs recherches ont pour objectif implicite, sinon avoué, la défense de l'idéologie du monde dit libre face à la propagande marxiste-léniniste. Ils ont emprunté aux premières remises en cause radicales du « stalinisme » les seules

idées « originales » qu'ils exploitent, mais en les détachant de l'intention révolutionnaire qui a présidé à leur élaboration.

SPARTACUS AU PRESENT

OILA pourquoi Spartacus qui s'est toujours situé résolument en dehors des « modes », fussent-elles gauchistes, et qui n'a jamais fait de la rentabilité son critère de sélection, est restée invariablement au service de la cause qui était la sienne au départ : contribuer à la compréhension critique du monde dans lequel nous vivons en vue d'aider ceux qui en sont les principales victimes à le transformer. Cette fidélité à l'esprit du communisme libertaire et de l'auto-émancipation ouvrière non seulement n'a jamais dessservi la qualité du travail d'édition ; elle a plutôt été garante de sa fécondité. En témoigne la richesse d'un catalogue où Marx, Pannekoek, Rosa Luxembourg, Korsch, Mattick, Rühle, Victor Serge, Ciliga, Guérin, pour ne citer que quelques « célébrités » côtoient d'autres militants animés du même idéal révolutionnaire dans un débat contradictoire toujours centré sur des problèmes d'une brûlante actualité. Spartacus est cette structure d'accueil qui fait vivre toutes ces œuvres au présent et les porte vers l'avenir. Preuve que l'engagement politique ne mène pas fatalement sur les chemins de traverse sur lesquels se sont égarés, vers le succès, tant d'intellectuels, mais que tout dépend de la cause embrassée, qui est inséparable des moyens utilisés pour la défendre...

C'est seulement en se plaçant du point de point de vue de la classe exploitée, tant par les régimes du socialisme réellement inexistant, que par ceux du capitalisme réel, qu'il est possible de résister à la pression idéologies dominantes. 1917-1921, Allemagne 1918-1919, Hongrie 1956, etc., « les textes publiés par Spartacus prouvent qu'à toutes les époques de la mythologie bolchévique, il était possible d'analyser, de savoir, de voir clairement », de comprendre par exemple que dans l'Espagne de 1936, « sous couvert de luttes « anti-fascistes », qui décidément a bon dos, c'était la révolution sociale que les lénino-staliniens alliés à la bourgeoisie assassinaient ». A ce titre, les éditions Spartacus «furent, elles aussi, un moment non négligeable de la lutte contre le refoulement de l'histoire et de l'analyse (...). Dire cela, c'est reconnaître notre dette à l'égard de celui qui, depuis 1933, a incarné les éditions Spartacus: René Lefeuvre, leur fondateur et animateur tenace ».

Louis JANOVER

AGORA
BP 3098
31026 TLSE CEDEX

24

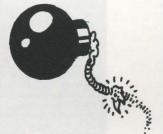


Z.I.P.

ZONE D'INSÉCURITÉ PERMANENTE

LE ROCK EST TERRORISTE: **ENRAGEZ-VOUS!**

Les canettes sont sur la table, Reagan dans le freezer, Gorbatchev dans le panier à linge et, pour une fois, ce n'est pas la Fraktion Rock Terrorist de Lyon qui fait la Z.I.P., mais celle de Paris. God save the Punks !



TERRORIST & ANARCHO-PUNK & GUERILLA

ROCK

FRAKTION

LA

طع

ACTE UN: Eve Libertine « Act of Love » (Crass Records)

Un album de Eve Libertine (chanteuse de Crass) sur des poèmes de Penny Rimbaud (le batteur de Crass) sorti depuis plusieurs mois en Angleterre, mais que l'on attend toujours en France puisqu'aucun label dans ce pays ne distrique ron attenu toujours en France puisqu aucun iabei dans ce pays ne distri-bue encore les productions Crass Record. Mais d'après les privilégiés qui ont pu l'écouter... cet album va dérouter plus d'un « crasseux »... C'est du cool très cool, dans la lignée de l'album « Penis Envy ». Bref, on attend toutes oreilles

ACTE DEUX : Compilation « Alerte Rouge »

Une bonne initiative du fanzine parisien « Alerte Rouge » qui ne se contente pas de faire son fanzine et sort avec l'aide de « Bondage Records » un 33 t compas de raire son ranzine et sont avec i alue de « portuage necords » un 33 i com-pilation avec de bons groupes anglais et français : Red London, Newtown Neupilation avec de bons groupes angiais et français : Hed London, Newtown Neu-rotics, Attila the Stckbrocker (G.B.), The Brigades, les Kamionërs du Suicide (Poris), Haine Bridage (Lyon) et Nuclear Device (Le Mans), De plus, les teytes (Paris), Haine Bridage (Lyon) et Nuclear Device (Le Mans). De plus, les textes des groupes sont sur un livret avec le disque et ils sont intéressants ! Une bonne initiative et un bon résultat ! (sortie en septembre).



LE ROCK ES TERRORISTE

ACTE TROIS : F.R.T. présente « Enragés : (Autoprod. F.R.T.)

Première K 7 sortie par la Fraktion Rock Terrorist (miam ! miam !). C'est une Compilation réunissant les groupes de la F.R.T. (Haine Brigade, les Kamioners du Cuiside), délà cur la compilation d'Alerte Pourse et Groupe 33. Nord Inquié. du Suicide), déjà sur la compilation d'Alerte Rouge, et Groupe 33, Nord Inquiétude de Grenoble, Social Négative de Lyon, Sourire Kabyle de idem. Tous les groupes peu connus mais la rage au cœur ! N'oubliez pas que le rock est terro-

ACTE QUATRE : Tapage nocturne « Rock Anarchie » (I.R.L.)

Supplément au I.R.L. nº 62, un album de BD illustrant des textes de Kar-Supplement au I.n.L. II⁻ oz, un album de bu mustrant des textes de Narnage, Crass, Berurier Noir et de Ludwig von 88: Et puis un conte (celui d'un futur déjà présent) intitulé « Homicide ». Enfin, une BD anarcho-punk. 10 F, à com-Voilà, rideau, c'est fini. On applaudit très fort.



LA LONGUE MARCHE DE PA KIN

Il y a maintenant 5 ans, dans le numéro 3 de notre revue, René Arcos publicit un article sur Pa Kin, l'un des écrivains les plus populaire de Chine et, alors, l'un des plus méconnus en Occident. Depuis, pas mal d'ouvrages de cet écrivain, dont l'itiné-raire personnel se confond parfois à s'y méprendre avec 'histoire du mouvement libertaire chinois, sont parus en France dans le plus grand désordre

désordre.

Le petit opuscule de JeanJacques Gandini qui paraît
aujourd'hui, reprend les données biographiques de Pa
Kin, dénonce justement les
manipulations maoistes et
s'interroge sur le silence dans
lequel, depuis 1949, s'est installé celui qui écrivait tallé celui qui écrivait « Quand la confiance dans les hommes commence à chan-

dieux »

Gandini a d'ailleurs en préparation un ouvrage sur les anarchistes chinois de 1902 à 1927, à paraître aux mêmes éditions fin 1985 (en souscription, 60 F).

• Jean-Jacques Gandini, « Pa Kin, le coq qui chantait dans la nuit ». (Atelier de création libertaire. 13, rue P.-Blanc, 69001 Lyon, 24 F).



LA CINQUIÈME GUERRE DE VENDÉE

Michel Ragon, dans son livre précédent, « Les mou-choirs rouges de Cholet », m'avait laissé sur ma faim. m'avait laissé sur ma faim. Après les massacres des Vendéens en 1794 par les troupes républicaines, que devenaient le pays et ses demiers combattants? Le suspens est tombé Ragon vient de publier la suite : « La louve de Mervent ». On y retrouve par endroits, la même dimension onirique que dans le précéendrots, la meme amension onirique que dans le précédent ouvrage. Le curé réfractaire, en proie à des lévitations aussi intempestives que douloureuses pour ses fesses, est un personnage intéressant. Mais l'histoire est par alleurs lux déserparés. On sent leurs plus désespérée. On sent de façon plus prégnante l'issue illusoire de cette guerre. La lucidité des deux personnages centraux n'en est que plus touchante.

Espérons que Michel Ragon a encore quelques ouvrages de la même verve sous le coude

• Michel Ragon, « La Louve de Mervent », Albin Michel.



UN ANARCHISME CONTEMPORAIN

En septembre 1984, Venise fut le cadre d'une rencontre internationale anarchiste sur le thème : « Tendances auto-ritaires et tensions libertaires dans les sociétés

contemporaines ».

Comme lors de précédents colloques du même type, l'atelier de création libertaire de Lyon a entrepris de publier plusieurs des communications. Une publication qui, cette fois-ci, fera l'objet de quatre fascicules dont deux d'entre eux sont déjà sortis.

Du premier, intitulé

premier, intitulé « Anarcho-syndicalisme et luttes ouvrières », outre deux textes contradictoires/complémentaires sur l'anarcho-syndicalisme espagnol et une contribution sur la tentative co-gestionnaire de la COB bolivienne il convient de bolivienne, il convient de retenir tout particulièrement l'étude de Daniel Colson sur « anarcho-syndicalisme et pouvoir » ainsi que la contri-bution bien trop brève, hélas, de Nicolas Trifon sur le caractère révolutionnaire du syndi-calisme dans les pays de l'Est.

Quant au second, bien plus intellectualisé, aux côtés de réflexions de Murray Book-chin, Roberto Ambrosoli, Roger Dadoun et Robert Pagès, il faudrait retenir le texte (bien que trop bref et partant quelque peu pamph-létaire) d'Ariane Gransac sur les femmes et celui, fort riche, de Mario Borillo l'informatique

stimulants qu'il faut lire, mal-gré peut-être un prix un peu élevé, en attendant les deux autres

• Anarcho-syndicalisme et luttes ouvrières, 104 p, 56 F. Aventures de la liberté, 80 p, 44 F. (Atelier de création liber-taire, 13, rue P.-Blanc, 69001 Lyon).

« SEBASTO'S ANGELS »

Sebasto's Angels, aux consonnances hispano-américo-française, est le parcours d'une « deuxième généra-tion », celui d'adolescents de non », ceiul a daoiescents de l'immigration politique chi-lienne des années 73-74. Ana et Cacho Vasquez, mère et fils, nous dépeignent de façon très moderne et réaliste la vie des jeunes immigrés.

Après un coup d'Etat de Pinochet, la famille Vasquez atterrit au boulevard Sébastopol. Ana, sa famille et une partie de l'intelligentsia de auche, dans l'exil, se créent, à Paris, une ruche, un noyau protecteur et militant. Le fils Cacho, fait partie de ces jeu-nes mal à l'aise dans cette ambiance étouffante du « retour » impossible et de l'intégration insupportable. Il vit et galère dans ce Paris qui bouge et qui découvre les clash, le damned... la déferclash, le damned... la defer-lante punk. Avec ses trois frè-res, ils forment même un groupe, non pas les « Quila-payun », mais « Corraton re-bellé, qui sottira un 33 t pro-duit par Renaud. L'histoire de ce groupe sert de canevas au roman. Quand on le lit, s'aperçoit que le rock n'est pas tellement un banal sousproduit de consommation Avec beaucoup de talent, « Sebasto's Angels », traduit de l'espagnol, nous livre une sensibilité du langage urbain moderne trop souvent au service de ceux qui en vivent et non de ceux qui le vivent. A

J.-L. S.

• Ana et Cacho Vasquez, « Sebasto's Angels », La Découverte, 240 p, 78 F.





LE RETOUR DE JULES FERRY

Enseignant dans un institut de formation de professeurs de l'enseignement technique, et auteur d'un livre con-sacré à « un conseil de classe très ordinaire », Patrick Bou-mard connaît bien l'institu-tion scolaire, cet « espèce de fossile radicalement incom préhensible, inutile et même nuisible à l'épanouissement des enfants ». Pourvu d'une plume alerte, d'un sens de la formule et d'une ironie mordante, l'auteur d'un « Court traité de mauvaise conduite » prend ici pour cible «l'éli-tisme républicain » cher au maire de Belfort. Et il fait mouche.

"Tu seras ministre, mon fils" est une charge démysti-ficatrice contre « l'archange réconciliateur » qu'est le dernier ministre de l'Education. Chevênement. Bien plus qu'un pamphlet, ce livre est aussi, et surtout, un essai d'un dass, etsante in de sector de la vice de la constante de la co

responsable.

Il analyse le succès de Chevènement (« politicien ambitieux (qui) se drape d'oripeaux de gauche pour mener une politique réactionnaire»), bat en brèche sa démagogie, examine par le menu le contenu de sa réforme, dénonce le retour de la sélection et nous fait part, avec conviction de ses crainavec conviction, de ses crain-tes ô combien justifiées : « Les thèmes rassurants de Chevènement (la peur, l'ordre, la décadence, la sécurité) touchent exactement aux mêmes cordes psychologi-ques que ce qui pousse à souhaiter l'exclusion des immigrés ». Dédié à « Gaby et toute sa

bande » (du lycée expéri-mental de Saint-Nazaire), ce livre est une salutaire bouffée d'oxygène qui se prend, à pleins poumons, avec un

• Patrick Roumard, « Tu sera ministre, mon fils », Bernard Barrault, 68 F.

DU BETON PLEIN LA GUEULE

La banlieue, dernière La banlieue, dernière balise comme le dos au mur omniprésents des cités. Quand l'as le dos au mur, plus question de reculer. 1985, urgence. « Le béton est armé! Et vous »?
Pascal Jourde et José Vieira Martins ont aiguisé leurs crayons pour tailler sur mesure un costard à « 1984 ». Le réalisme de leur BD.

Le réalisme de leur BD « N'attends pas d'avoir du béton plein la gueule pour l'ouvrir », nous dépeint la vie des banlieues : tristesse, racisme, extrême-droite, répression, mais aussi l'espoir de certaines réponses et de ce qu'elles impliquent. Mais it u connais toutes les réponses et de ce qu'elles impliquent. connais toutes les réponses, c'est que tu ne fait plus entièrement partie du problème. Jourde et Vieira Martins semblent en faire partie. Leur réablent en faire partie Leur réalisme n'en est que plus grand. Par touches successives, l'intrigue du «béton» se noue, au fil des «plans cinéma» sous la présence de Signoret. Blier. Gabin... Des feed back, de l'action... La programmation est juste et fait mouche. Le dessin soutient une atmosphère crispée. Le contraste noir et blanc révèle d'une façon très expressive l'ambiance des lieux, la tension des visages, la rondeur rambance des leux, at en-sion des visages, la rondeur des personnages. Tout est « carré ». Impossible qu'un trio de ringards massacre ce rock de banlieue.

0

 Pascal Jourde et José Vieira Martins, «N'attends pas d'avoir du béton plein la gueule pour l'ouvrir », Ed. Mélanges, 48 pages, 35 F.



RADIOSCOPIE **HEXAGONALE**

L'indispensable « Etat du monde » a, depuis 1981, de jeunes frères et sœurs tout aussi remarquables : Etat des sciences et des techniques, Тепе des femmes, Risques du travail et, demier né, « L'état de la France et de ses habide la Flance et de ses habi-tants». La recette est éprou-vée, le succès justifié : nom-breux éclairages, carles, sta-tistiques, réperioire d'adresses utiles, chacun des ouvrages de cette collection est un livre-dossier à plusieurs lectures.

Ouvrage collectif rédigé par quelque 140 journalistes, écrivains, chercheurs ou uniécrivains, chercheurs ou universitaires, et illustré par Cabu, « L'état de la France et de ses habitants » présente, en 640 pages, une mine de renseignements, faits essentiels et modifications récentes, sur les conditions de vie et les activités des individus, comme sur le fonctionnement des appareils de pouvoir. D'un intérêt inégal, les articles paraissent, bien sûr, parfois bien trop breis. D'un emploi commode, cette véritable radioscopie de la société française des années 80 n'en a pas moins le double 80 n'en a pas moins le double mérite d'être utile et passionnants.

• « L'état de la France et de ses habitants », sous la direc-tion de Jean-Yves Potel, Edi-tions La Découverte, 125 F.

CONVERGENCE 84 S'AFFIRME

« Nous ne demandons pas le droit de vivre en France, nous y vivons ». Convergence 84 tenait à afficher un discours 84 tenait à afficher un discours radical dans le double but d'éviter toute équivoque quant à ses revendications et de se démarquer de l'appel humano-paternaliste des beurs en 1983.

En dénonçant les hésitations et l'inadaptation des mesures gouvernementales

mesures gouvernementales en matière d'immigration, Convergence 84 a mis à mal la bonne conscience de la gauche. Le moins que l'on puisse dire c'est que le mouvement a dérangé, ce qui était d'ailleurs l'un de ses objectifs en affirmant que « Là où l'on vit on doit avoir tous les droits ».

ou i on vii on doit dvoir tous les droits »

La Ruée vers l'égalité, c'est un rappel de ce qu'a été Convergence (texte d'appel, articles de presse, interviews) et le bilan politique mais suriout l'ouverture d'un débat sur les

problèmes posés par ceux pour qui « la France c'est comme une mobylette, pour avancer il lui a toujours fallu

du mélange ».

MN

• La Ruée vers l'égalité (con-vergence 84 pour l'égalité), Ed. Mélanges (44, rue Rampo-neau, 75020 Paris, 110 p.)

BARBOUZES

L'AFFAIRE BEN BARKA

AROC, 1965 : I'UNFP (Union Nationale des Forces Populaires) dénonce la pénurie de produits de première nécessité, la sélection universitaire et réclame un projet de réforme agraire, la liberté de la presse, la nationalisation du circuit de distribution du pétrole

Impulsé par les étudiants, rapidement rejoints par les 400 000 chômeurs de Casablanca, le mouvement de protestation tourne à l'émeute les 23 et 24 mars. Le général Oufkir, ministre de l'Intérieur, organise une sanglante répression qui fait des centaines de morts. Dès lors, Hassan II envisage de renouer les contacts avec l'UNFP afin de proposer une union nationale. Pour ce faire, il annonce, au mois d'avril, l'amnistie de plusieurs détenus politiques, mais en exclue les exilés dont Mehdi Ben Barka.

LA CIBLE

RÉSIDENT de l'Assemblée consultative au lendemain de l'Indépendance, Ben Barka avait dû s'exiler avant d'être doublement condamné à mort, en 1963 et 1964. Réfugié à Genève, il bénéficiait de la protection du consul général d'Algérie, lequel était intervenu à plusieurs reprises pour le tirer de situations délicates : filatures multiples, menaces de mort. C'est en rentrant d'un dîner chez le consul, en 1964, qu'un attentat avait failli lui coûter la vie. Tant et si bien qu'après le rapt du colonel OAS Argoud en Allemagne, le 25 février 1964, par des barbouzes, il

'AFFAIRE Greenpeace a remis sur la sel-L lette, entre autres, les services secrets français à quelques mois des élections législatives. Il y a 20 ans, à la veille des élections présidentielles, la «Piscine» s'était trouvée mêlée à l'affaire Ben Barka. Simple coïncidence, sans doute. Mais si l'histoire ne se répète pas, viendrait-elle de bégayer ?



écrivait à l'une de ses connaissances: « J'ai dû quitter Genève précipitamment pour Rome afin d'éviter le sort d'Argoud ». Il n'allait, hélas, pas tarder à faire connaissance avec cette même équipe barbouzarde, quelques mois plus

Au printemps 1965, Hassan Il s'inquiète aussi bien de l'ampleur des émeutes de Casablanca que du pouvoir croissant pris par le général Oufkir. Il envisage donc de préparer le retour de Ben Barka au pays qui permettrait, pense-t-il, de calmer l'opposition tout en contre-balançant l'influence de son ministre de l'Intérieur. Il fait contacter le leader exilé par son cousin, le prince Moulay Ali, ambassadeur du Maroc à Paris, mais Ben Barka exige de sérieuses garanties et pose, entre autres conditions, le départ d'Oufkir. En vérité, il est d'autant moins

pressé de rentrer au bercail qu'il est devenu, ces dernières années, un personnage important sur la scène internationale : chargé de gérer les fonds de la Tricontinentale en 1961, il est nommé président du Comité préparatoire de la Conférence tricontinentale prévue, à La Havane, début

L'APPAT

E journaliste Philippe Bernier, qui a fait la connaissance de Ben Barka en 1955, envisage de promouvoir un film sur la décolonisation. Un projet dont il a fait part au leader exilé en 1964 et, à nouveau, début 1965.

Parallèlement, au cours du mois d'avril 1965, le journaliste est contacté, à Paris, par un certain « Chtouki ». Ce dernier, se présentant comme un émissaire de Hassan II, chercherait à convaincre Ben Barka de regagner le Maroc. Lors de la dernière entrevue, le 21 avril, « Chtouki » confie au journalistre qu'il doit se rendre à une réunion, à Paris même car « le général Oufkir est venu tout exprès à Paris pour rechercher des complicités » en vue d'un attentat.

En mai, l'agent de SDECE, Antoine Lopez fait un voyage au Maroc. Dès son retour, il informe son supérieur Leroy-Finville lequel rédige un rapport précisant que les autorités marocaines veulent « mettre fin à la position de Ben Barka suivant des procédés non orthodoxes »

C'est à cette époque que Georges Figon, profitant de ses relations dans les milieux du

« j'ai dû quitter Genève pour Rome... »

LES ACTEURS

Attia Jo : truand de renom, lié à presque tous les

Aubert Jacques : directeur du cabinet du ministre de l'Intérieur Frey et vieil ami de Lemarchand. Boucheseiche Georges : truand, bras droit d'Attia,

« Chtouki » : l'arlésienne de l'affaire. Ce pseudonyme pourrait dissimuler un ou plusieurs agents de services secrets non-identifiés (marocains ? israéliens ?

américains ?). Diimi Ahmed : directeur de la sûreté marocaine, aux

ordres d'Ourkir.

Dubail Pierre : truand, garde du corps d'Attia.

Figon Georges : repris de justice, ami des truands

Focard Jacques : secrétaire général à la présidence
de la République pour les affaires africaines et maigaches : de fait, coordinateur des services secrets

Frey Roger: ministre de l'intérieur français, ami d'Oufkir. Lemarchand Pierre : avocat, député, gaulliste, chef des « barbouzes » contre l'OAS et ami de Figon. Leroy-Finville Marcel : chef du service d'études du SDECE et supérieur biérarchique direct de Lonez

Leroy-Finville Marcel: chef du service d'études du SDECE et supérieur hiérarchique direct de Lopez. Le Ny Julien: truand, ami de Figon. Lopez Antoine: chef d'escale d'Air France à Orly, agent du SDECE et ami personnel d'Oufkir.

Lopez Antoine: cher d'escale d'Air France à Orly, agent du SDECE et ami personnel d'Oufkir.

Oufkir Mohammed: ministre de l'Intérieur marocain.

Palisse Jean: bras droit d'Attia et de Bouchesseiche. Palisse Jean: bras droit d'Attia et de Boucheseiche.
Pompidou Georges: premier ministre français, responsable des services secrets.
Souchon Louis: officier de police à la Brigade mondaine (section anti-stupéfiants).
Voitot Roger: subordonné de Souchon à la section
anti-stupéfiants.

 Pour en savoir plus sur les acteurs et l'affaire : Ben Barka, ses assassins, de Daniel Guérin, Ed. Plon, 1982.



Ne trouvez vous point, Monsieur Frey, que nos abeilles impériales ressemblent de plus en plus à des mouches?



spectacle, décide de s'intéresser de près au projet de film de Bernier auguel il se fait présenter. Avec ses amis truands. Boucheseiche et Le Ny, il a flairé un bon moven de se faire du fric : talonner Ben Barka et négocier les renseignements avec Rabat. Ainsi, en juin, Bernier rencontre Ben Barka à Paris, lui soumet le projet de film tout en précisant que les premiers fonds seront fournis par Figon. D'après un journal israélien de

l'époque, les fonds apportés par Figon lui furent en vérité remis par l'agent à Genève des services secrets israéliens, le

Apprenant la présence de Ben Barka au Caire, où doit se tenir une réunion du Comité préparatoire de la Tricontinentale, Figon s'y fait accompagner, le 8 septembre, par Bernier afin de lui être présenté. A cette première entrevue en suivra une autre, à Genève, le 20 septembre.

Informé de toutes ces allées et venues, grâce à son poste stratégique à Orly, Lopez en rend compte à Leroy-Finville lequel rédige un second rapport: le général Oufkir aurait mis en place une « équipe spéciale » afin de « monter une tentative d'approche de Ben Barka » au Caire puis à Genève. Et Lopez de préciser que lors de cette

seconde rencontre, l'équipe venue embarquer à Orly était « cette fois-ci accompagné d'un nommé Lemarchand ».

Le 6 octobre 1965, à Genève, Figon faisait signer à Ben Barka le contrat d'un film intitulé Basta.

LE PIEGE

ÉBUT octobre, Ben Barka fait savoir au journaliste Bernier qu'il se rendra à Paris le 29 du mois et Bernier en informe aussitôt le bailleur de fonds Figon. Ainsi, le 27 octobre l'équipe de truands se met en place: une réunion se tient en banlieue parisienne, au domicile de Boucheseiche rentré précipitamment du Maroc pour la circonstance en compagnie de « Chtouki ». Sont également



présents Dubail, Le Ny, Palisse, Figon et Lopez, ce dernier participant aux préparatifs malgré les instructions du SDECE visant à empêcher toute opération sur le territoire français.

Il s'agit d'intercepter Ben Barka à Saint-Germain-des-Prés où, le 29 octobre, il doit déjeuner avec le journaliste Bernier, le cinéaste Franju et le « mécène » Figon au restaurant Lipp. Mais pour interpeller en pleine rue, les truands ont besoin des services de la

« ... fausses lunettes et fausses moustaches »

NOTRE MÉMOIRE



police officielle qui prétendra vouloir accompagner Ben Barka auprès d'une personnalité marocaine. Lopez contacte alors son ami Souchon lequel s'adjoint un subordonné, Voitot, convaincu qu'il a été par l'agent du SDECE que cette opération est couverte de Frey, Pompidou et Foccart.

Souchon exige, malgré tout, une garantie de son supérieur. Qui va demander à ce dernier de la donner? C'est aujourd'hui encore un mystère. Deux heures avant l'action, pourtant, Souchon reçoit un coup de fil de Jacques Aubert...

LE RAPT

E 29 octobre, midi: à la terrasse du restaurant Lipp, Lopez est assis, camouflé derrière de fausses lunettes et moustaches. Non loin de lui, la coïncidence fait que soient attablés la reporterphotographe Annette Cornier, les auteurs Jean Edern-Hallier et Franz-André Buget ainsi que l'écrivain d'extrême-droite Dominique de Roux. Enfin, tout près d'eux, l'un des chefs de l'antenne de la CIA à Paris... Tout ce beau monde se trouve aux premières loges!

Voitot et Souchon interpellent Ben Barka, non sans écarter énergiquement son accompagnateur, l'étudiant marocain Thami Azzemouri. Dans la 403 qui amène la victime prennent place Souchon, Voitot et Le Ny. Dans la DS qui démarre juste après, s'engouffrent Palisse et Dubail lesquels s'attachent à arriver les premiers à Fontenay-le-Vicomte, chez Boucheseiche, où ce dernier attend la « livraison ». Lopez, Souchon et Voitot regagneront Paris immédiatement après avoir déposé Ben Barka. Nul ne saura ce qu'il est advenu de Ben Barka, à l'exception des quatre truands (Boucheseiche, Le Ny, Palisse, Dubail) et probablement Figon (venu à Fontenay-le-Vicomte en espérant toucher sa part d'un hypothétique gâteau).

Mais avec l'enlèvement commence l'affaire Ben Barka.

L'AFFAIRE

E rapt, en plein Paris, d'un leader de l'opposition marocaine à quelques jours des élections présidentielles devait faire grand bruit. A tel point qu'il manque de faire basculer le général De Gaulle, mis en ballotage le 4 décembre par Mitterrand. Pourquoi avoir donc pris un tel risque ?

En fait, comme toujours dans ce genre d'affaires, plusieurs démarches semblent avoir convergé dans la défense d'intérêts contradictoires. Si Lemarchand finit par reconnatre, un jour, que son but véritable était de faire capoter l'opération au dernier moment pour mieux rehausser l'image du régime gaulliste et l'efficacité de sa police, il n'est pas certain que le SDECE ait pour-



suivi le même but. Voulait-on ainsi pousser De Gaulle — qui ne devait se prononcer que le 4 novembre — à renoncer à sa candidature au profit de Pompidou ? La guerre des polices fit-elle capoter chacune des manœuvres organisées par l'un ou l'autre des secteurs du régime gaulliste ?

En tout état de cause, Pompidou se vit retirer la responsabilité des services secrets et le directeur du SDECE fut limogé. Le premier procès, qui se tint du 5 septembre au 9 octobre 1966, ne permit pas d'éclaircir véritablement les choses tant les témoignages se contredisaient, les pistes se perdaient. Une seule certitude : l'enlèvement de Ben Barka n'avait pu être mené à bien que grâce à l'action conjointe des trois polices : l'officielle (Souchon, Voitot), la secrète (Lopez) et la parallèle (Boucheseiche, Le Ny, Palisse, Dubail, Figon).

Un second procès eut lieu, l'année suivante, qui prit fin le 5 juin 1967 par : l'acquittement de Bernier, Voitot et Dlimi ; la relaxe de Leroy-Finville ; la condamnation de Lopez et Souchon respectivement à huit et six ans ; la réclusion criminelle à perpétuité pour Oufkir, « Chtouki » et les quatre truands.

L'OMERTA

CHTE sentence n'empêchera nullement le ministre français des Affaires étrangères, Maurice Schumann, de serrer la main d'Oufkir lors d'une visite officielle à Rabat. Quant aux relations diplomatiques entre Paris et Rabat, un moment rompues par le refus d'Hassan II de livrer Oufkir, elles furent vite rétablies.

La loi du silence fut imposée au trop bavard Figon qui ne s'en remettait pas de n'avoir jamais touché « sa part »: le 17 janvier 1966 il était retrouvé « suicidé ». Les quatre truands qui étaient allés se réfugier au Maroc devaient y trouver la mort dans les années qui suivirent. Oufkir en personne fut exécuté, en 1972, après une tentative d'assassinat du roi. Les acteurs les plus immédiats de l'affaire disparurent donc, emportant avec eux nombre de révélations sur l'affaire.

Julien DREUX

« ... la loi du silence fut imposée »

COPYRIGHT

FEMMES

EN

BOLIVIE



De toutes les luttes sociales qui se sont développées ces derniers temps en Bolivie, les plus intéressantes, sont celles menées par les organisations des femmes des secteurs populaires, indépendantes des partis politiques.

La connaissance de ces luttes a pour nous un double intérêt : tant pour leur résistance à l'hégémonie et à la manipulation des autres organisations que par leur manière radicale et originale de rechercher des solutions pratiques pour transformer la réalité sociale, politique et culturelle.

En effet, l'authenticité de leurs luttes met en évidence non seulement le fond du problème (la spécificité de l'exploitation et de la domination dont les femmes sont encore victimes, en Bolivie comme ailleurs) mais également comment arriver à une véritable prise de conscience générale pour mener une lutte réellement libératrice pour toutes et pour tous. Cela ne veut pas dire que les autres organisations de femmes (comme la Fédération Démocratique des Femmes de Bolivie, les Comités de « Amas de Casa » du Parti Communiste, les Féministes, etc.) ne soient pas aussi présentes dans le contexte actuel (où il y a un risque grave de revenir à un régime dictatorial avec la droite la plus fasciste de Banzer) ; mais leur dépendance des partis où leur appartenance à certaines couches sociales « privilégiées » les empêchent de mener une réflexion et une action autonome et conforme aux principes et aux objectifs d'une réelle libération mettant fin à l'exploitation capitaliste et à la domination des masses par

Je ne veux pas dire que les femmes des organisations populaires indépendantes soient arrivées à un degré de conscience tel que la mise en çause du système d'exploitation et de domination dont elles sont victimes soit claire et conséquente; mais le fait est que leur pratique organisationnelle et combative est telle que les principes mêmes de l'exploitation et de domination sont contestées résolument et quotidiennement.

Alors, même si de nouvelles conditions politiques (comme la prise du pouvoir — démocratiquement ou non — par un parti d'extrême-droite) mettaient fin aux activités publiques de ces organisations, il est indéniable que l'expérience menée jusqu'à présent constitue non seulement un acquis pour le peuple bolivien, mais aussi un exemple pour nous tous et toutes, qui mérite d'être analysé avec un grand intérêt. Surtout si nous tenons compte qu'ici une forme d'adaptation et d'acceptation tacite (et confortable!) de l'ordre « démocratique » s'est généralisée, correspondant à un stade supérieur de l'exploitation capitaliste qui intègre et consolide bien le libéralisme économique et l'étatisme bureaucratique.

HISTOIRE DE FEMMES



AGTATION, propagande, coup de poing... Elles sont toujours au premier rang. Mais pour dénoncer leur double exploitation, elles sont obligées de mener deux luttes.

Les objectifs de la Fédération de Amas de Casa Quartiers Populaires

Nous luttons pour l'amélioration de la situation de la femme, son éducation et sa formation, dans les quartiers populaires, pour pouvoir nous libérer de la pauvreté et de la misère dans lesquelles nous vivons, mais sans nous séparer de la lutte de tous les travailleurs ni du peuple opprimé. Nous voulons nous éduquer dans les domaines personnel, culturel, syndical et

 Nous voulons produire nousmêmes (pour ne dépendre de personne).

 Nous voulons organiser des coopératives de production, et chaque groupe doit étudier ce qu'il veut produire.

 Nous voulons organiser des magasins populaires contrôlés par nous-mêmes, pour ne plus manquer des produits de première nécessité, et pour ne plus être trompées par les spéculateurs.
 Nous pensons que chaque quar-

 Nous pensons que chaque quartier doit avoir un poste sanitaire et une pharmacie populaire, contrôlés par nous-mêmes.

 Nous luttons pour réaliser tout cela.

Nous, les ménagères des quartiers populaires, sommes des ouvrières sans salaires. Nous travaillons beaucoup sans rien recevoir en échange... Le moment est venu de nous organiser, de nous instruire techniquement (produire des biens), intellectuellement (pour trouver des réponses à notre situation et des solutions à nos problèmes).

A participation des femmes du peuple fut toujours importante et significative dans les mouvements sociaux et politiques de

Bolivie.

Depuis les soulèvement de 1781, dans l'altiplano andin, contre la colonisation espagnole, les contingents féminins participèrent aux luttes de libération de manière égalitaire avec les hommes. Pour exemple, le rôle important joué, dans la direction politique et militaire, par des femmes comme Bartolina Sisa et Grégoria Apaza, lors des soulèvements de La Paz, reste encore présent dans la mémoire populaire.

DES RACINES PROFONDES

ONDEE en 1927, la Fédération Obrera Feminina fut au centre des principales luttes contre les autorités municipales; comme le souligne l'historien G. Lora dans « Nociones de sindicalismo » ; « Cette organisa-

tion anarchiste livra de nombreuses et mémorables batailles ; en son sein se forgèrent de grandes combattantes ».

De 1945 à 1952, les commandos féminins du Mouvement Nationaliste Révolutionnaire furent d'importants bastions dans le travail d'agitation, de propagande, ainsi que dans les combats de rue lors de l'insurrection de 1952. C'est au sein de ces commandos que se forme le groupe des Barzolas (du nom de Mario Barzola, qui prit la tête de la marche des mineurs de Catavi en 1942 où elle fut tuée). Ce groupe, fortement appuyé par Victor Paz Estensoro alors chef du Parti, devint « une sorte de police secrète féminine ». Ces femmes devinrent l'instrument du Parti, utilisées en fonction des besoins posés par les nouvelles relations de l'Etat dit « révolutionnaire » avec le capital international et les groupes dominants, et servirent, entre autres, aux basses besognes de répression des mouvements populaires.

En 1960, une soixantaine de femmes firent une grève de la faim pour obtenir la libération de leurs compagnons mineurs. Après avoir obtenu



32

gain de cause, elles se constituèrent en un front appelé Comité des Amas de Casa de siglo XX. Ce front lutta principalement pour l'amélioration des conditions de vie des travailleurs et de leurs familles, en appuyant les luttes menées par les mineurs.

Ce n'est qu'en 1982, lors de son congrès, que la Fédération Syndicale de Travailleurs Mineurs de Bolivie définira, pour la première fois, le rôle du comité des Amas de Casa. La F.S.T.M.B. appela tous les syndicats des mines du pays à ce qu'ils : « orientent, appuient, aident l'organisation et l'activité des comités des Amas de Casa ». Le syndicat précisera dans le point nº 2 de la résolution que: « les comités fonctionneront comme auxiliaires des syndicats de mineurs et seront subordonnées à ces derniers ». Le point nº 3 autorise l'assistance et la participation de tous les comités, avec droit de vote, au prochain congrès des mineurs.

Ces femmes de mineurs ont toujours tenu à se démasquer des mouvements féministes en déclarant : « Le travail principal ne consiste pas à nous battre contre nos compagnons, mais au contraire, nous voulons, avec eux, changer pour un système où les hommes et les femmes auront droit à la vie, au travail et à l'organisation ».

Ces comités serviront de modèle et d'exemple pour l'organisation d'autres secteurs de la population féminine de Bolivie.

N 1970, eut lieu le premier congrès des Femmes Paysannes de la province d'Aroma.

Le coup d'Etat du général Banzer et la dictature qui dura 7 ans ne purent empêcher, malgré la répression, le renforcement du mouvement paysan, surtout après le massacre de Tolata et Episana en 1974.

En juin 1979, est fondée la Confédération Syndicale Unique des Travailleurs de Bolivie qui rejoint la Central Obrera Boliviana (C.O.B.). Le 11 janvier 1980 naît la Fédération Nationale de Femmes Paysannes « Bartolina Sisa », qui se revendique des luttes anti-colonialistes du XVIIIe siècle et de la poursuite de ces actions de résistances dans le présent.

A LA CAMPAGNE COMME A LA VILLE

EPUIS les années 70, les femmes des quartiers populaires de La Paz s'étaient organisées autour de Clubs de Madres afin de recevoir des vivres des œuvres de charité. Ces Clubs se sont transformés, au début des années 80, en une organisation féminine Yanapakuna qui intervient principalement dans l'éducation et la formation des femmes. Le 2 avril 1982

est fondée la Fédération de Amas de Casa des quartiers populaires (F.A.C.Ba.Po.).

Après deux ans de fonctionnement, et malgré les problèmes avec les institutions et les partis politiques qui voudraient bien les contrôler, les femmes de la F.A.C.Ba.Po continuent à s'organiser : plus de 20 zones populaires participent activement aux activités de la fédération et 46 zones se sont affiliées pour participer à une campagne d'approvisionnement d'articles de première nécessité.

La F.A.C.Ba.Po. a, notamment, participé à la grande mobilistion des mineurs en mars 1985, en assurant le ravitaillement des milliers de grévistes qui occupèrent, pendant 10 jours, les rues de La Paz. Elles furent parmi les 500 femmes qui firent une grève de la faim pour soutenir les revendications des mineurs de la F.S.T.M.B.

Depuis mai 1985, la F.A.C.Ba.Po. a commencé une campagne pour organiser des fédérations dans chaque département et ensuite une Confédération Nationale. Signalons que depuis 1984, la F.A.C.Ba.Po. a aussi adhéré à la C.O.B.

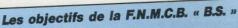
PAS DE LIBERTE SANS ELLES

A F.A.C.Ba.Po., ainsi que la Fédération des Femmes Paysannes ou les Amas de Casa des mines, sont des organisations

tiquement populaires. Pour elles, l'assemblée 33 générale est l'autorité suprême, le Congrès passant avant le Comité Exécutif. Toutes trois dénoncent la double exploitation de la femme, mais précisant: « la colonisation nous a apporté le machisme, qui n'existait pas dans notre culture, et maintenant l'impérialisme nous apporte le féminisme pour nous séparer de nos compagnons, pour nous diviser! ».

Ces trois organisations sont dans la C.O.B., mais la F.A.C.Ba.Po. reste une fédération indépendante de tout syndicat. Lors du 6º Congrès de la C.O.B. (Cochamba, septembre 1984), les trois organisations ont manifesté leur réprobation devant le traitement discriminatoire de la structure syndicale contre les femmes et ont exigé une participation directe et égalitaire: « Ceux qui nient nos droits retardent leur propre libération! »

Ariane GRANSAC



- Libération de toute classe d'oppression dont souffre notre peuple.
 Etre reconnues en tant que travailleuses paysannes.
 Renforcement de nos organisations de base et de notre organisation
- Revendication historique de la lutte des compagnes leaders révolution-naires Bartolina Sisa, Micaela Bastida et d'autres.
- Egalité dans la lutte et reconnaissance de la participation réelle des compagnes dans la vie politique et économique du pays.

Les objectifs spécifiques

- Revaloriser notre histoire, nos cultures et nos nationalités,
 a) nos langues doivent être parlées commes toutes les autres sur notre territoire.
 - b) revaloriser nos coutumes, comme la médecine naturelle,
- c) renforcer la production de notre artisanat.
- Rechercher la promotion et la formation dans un processus d'éducation
- pour la libération. Participer activement aux projets économiques pour l'agriculture et l'élevage, dans les communes
 - a) rechercher les prix justes pour les produits agricoles,
- b) participer aux centres d'approvisionnement des articles de première
- c) trouver les crédits et le financement pour créer de petites unités de nécessité, production.
- Participer aux activités politico-syndicales.
- a) discussion permanente sur le rôle que nous avons dans la société bolivienne,
- b) favoriser la connaissance de notre histoire et des luttes des femmes Aymara, Quechua et d'autres nationalités,
 - c) renforcer la solidarité avec d'autres organisations de classe, d) être solidaires avec d'autres peuples qui luttent pour leur libération
- Pour accomplir tout ce que nous nous proposons de faire, on doit rechercher constamment de nouvelles formes de luttes au sein de l'organisation matrice des paysans boliviens, la Confédération Syndicale Unique de Travailleurs Paysans de Bolivie et de la Centrale Ouvrière Bolivienne.



ELLES CHANTENT, D'AUTRES PAS

Les paysannes boliviennes, aujourd'hui

Voici quelques extraits de l'entretien qu'a eu Ariane Gransac avec Lucia M. Morales, du secrétariat exécutif de la Fédération Nationale des Femmes Paysannes de Bolivie « Bartolina Sisa ».



OUS autres, femmes, nous ne faisons pas de politique, nous n'y comprenons rien. Nous luttons pour une vie décente, pour une bonne éducation, c'est la seule politique que nous connaisons.

DES YEUX POUR COMPRENDRE

ACAUSE des 18 années de gouvernements militaires, la prise de conscience des femmes n'a pas été réalisée, ni d'ailleurs pour nos camarades paysans. Mais ces hommes qui nous disent, quand il y a la répression que c'est la politique, sont les mêmes qui sont politiciens.

Maintenant nous voyons de nos propres yeux, nous pouvons nous rendre compte par nous-mêmes. Par exemple, nous sommes conscientes, nous les femmes paysannes, au moins certaines, de comment la dévaluation s'est abattue sur nous. Tous ces généraux Barrientos, Garcia Mesa, Banzer, etc., ont demandé de l'argent aux Etats-Unis, et nous sommes en train de payer leurs dettes!

Avant, les partis ne tenaient pas compte de nous. Nous votions comme nous le disaient nos maris. Maintenant, nous analysons et réfléchissons sur notre vote.

Bien sûr, nous les compagnes, nous sommes unies, mais il ne manque pas de gens qui veulent nous acheter. Nous avons, dans notre organisation, des compagnes qui ont un intérêt de parti, ou qui cherchent leur propre intérêt et acceptent de l'argent, mais nous en sommes conscientes. Nous savons toutes les embûches que nous avons eues pour faire avancer l'organisation, nous en rencontrerons d'autres. Mais nous avancons!

Des ministères, de la préfecture, nous n'obtenons rien, même pas pour notre centre de La Paz. On ne nous écoute pas parce que nous sommes des femmes. Mais il y a aussi le problème créé par certains camarades qui nous marginalisent. Par exemple, ils disent de moi que je suis du P.C., ou que je suis du M.I.R., d'autres que je suis du

mouvement de base. Ils disent n'importe quoi et cela désoriente nos compagnes.

Autre problème, nous voudrions rencontrer nos sœurs paysannes des communautés isolées, où il n'y a même pas de route ni de chemin, pour qu'elles ne soient plus abandonnées, isolées, des années et des siècles oubliées. Mais nous ne sommes ni une grande entreprise, ni une grande organisation: nous manquons de moyens.

QUI DONC, NOUS ACCEPTERA?

ETTE année, des femmes paysannes ont assisté au Congrès de la C.O.B. Alors ils nous ont demandé « Combien de minutes allez-vous occuper ? ». Nous leur avons répondu : « Nous avons écouté des jours et des nuits, des semaines entières vos discours de partis politiques, tranquillement, avec beaucoup d'attention, et vous nous demandez combien de minutes nous allons occuper ? ».

Dix minutes pour cinq femmes ! Ça c'est de la discrimination !

Nous avons demandé, pendant le congrès, l'intégration d'une femme paysanne, ouvrière ou travailleuse, mais ça n'a pas été accepté par la C.O.B. Par lettres, par plusieurs sollicitations, nous avons demandé qu'il y ait au moins une femme dans la C.O.B., et les compagnons ont refusé. Alors nous allons continuer à lutter, à nous organiser entre femmes, il n'y a pas d'autres solutions, et, un jour, nous arriverons à nous faire une place dans la C.O.B. Ce jour-là, nous auront plus de forces et plus d'unité, c'est vrai!

Nous voulions dénoncer la double exploitation de la femme. Nous avons demandé au Congrès National qu'il fasse une commission pour étudier la situation de la femme : refusé. Mais qui donc nous acceptera ?

Nous devons faire cela nous-mêmes!

L'impérialisme Yankie nous a élevé avec cette mentalité. Je ne dis pas uniquement les hommes. On a éduqué nos compagnons pour qu'ils marginalisent la femme, la piétinent. Cette mentalité ne sera jamais changée si la femme n'est pas consciente.

MOI, IRMA ET LES AUTRES

OTRE Fédération Nationale des Femmes, créée en 1977, est maintenant présente à Tarija, Santa Cruz, Potosi, Gran Chao, Colonisadores, Tupisa, Uyuni. Nous restons en contact constant pour dresser des barrages sur les routes, pour les grèves de transport; notre organisation est positive, même s'il manque encore une large prise de conscience.

Je vois une chose très importante. Avant j'étais seule avec ma compagne Irma, toutes les deux sur les routes et les chemins, parfois même sans manger, au temps de Banzer, de Garcia Mesa, des jours heureux, malheureux, mais aujourd'hui, nous voyons que la femme est plus consciente et qu'elle s'organise.

La Paz, février 1985



34

MÉGAPHONE

OBJECTION EN PAYS BASQUE

Le Pays Basque (Nord) a longtemps compté un fort pourcentage d'insoumis éloignement du pouvoir central, traditions de résistance et d'autonomie, lente intégration à la nation française. Dans les années 1970, des réfractaires, objecteurs souvent en situation d'insoumission, ont par ailleurs travaillé et lutté au grand jour aux côtés de petits paysans de la région de Soule. C'est cette évolution historique que nous rappelle la plaquette d'une vingtaine de pages réalisée par un groupe d'objecteurs du Pays Basque

"Tant que le Pays Basque n'est pas un terrain d'expérimentation pour ethnologues, nous ne pouvons qu'être solidaires de ce qui s'y passe": luttes sociales, identité basque. Opposés à « toute forme de militarisme, présente ou à venir », les rédacteurs de cette petite brochure situent fermement leur objection « dans le cadre de cette lutte pour la maîtrise de (leur) devenir individuel et collectif ».

Résolument basque et antimilitariste, cette plaquette non dénuée d'humour est disponible (10 F) notamment auprès de : François Belin, MJC Polo Beyris, 64100 Bayonne

LOOK LIBERTAIRE

Courant Alternatif, mensuel édité par l'Organisation Communiste-Libertaire change de « Look » (11º page, introduction de rubriques, nouveau maquettage) à partir de son n° 49 d'octobre 85.

Son fonctionnement complètement décentralisé en fait une revue réalisée d'un bout à l'autre le plus collectivement possible. En effet, le dernier week-end de chaque mois, une Commission Journal est organisée dans une ville différente pour préparer chaque numéro. Peuvent y participer des gens intéréssés au même titre que des militants OCL... Ce fonctionnement n'est pas un « doux rève » mais une réalité depuis déjà 5 ans!

Dans son n° 49 de rentrée, vous pourrez y lire, entre autres, un dossier sur la Guadeloupe. On peut s'y abonner pour 140 F par an, en écrivant à : EGREGORE, B.P. 1213, 51058 Reims Cedex.

LA CNT DANS LES PTT

Le 28 mai 1985 s'est tenue l'assemblée générale constitutive du syndicat CNT PTT du Rhône, affilié à la Confédération Nationale du Travail.

Pourquoi la CNT?

Plus que jamais la situation des travailleurs est critique : diminution du pouvoir d'achat, remise en cause de nombreux acquis, chômage, flexibilité, etc.

Plus que jamais les grandes centrales syndicales sont liées au parti au pouvoir (CFDT/PS) ou inféodées à un parti politique (CGT/PC). Quant à FO, bien que se voulant indépendante des partis et de l'Etat, elle est à nos yeux le symbole même de la collaboration de classe. Malgré ce constat, nous pensons que le syndicat est un outil indispensable pour défendre nos intérêts d'exploités. Aussi nous sommes un certain nombre de postiers du département à avoir décidé d'adhérer à la CNT et de constituer le syndicat CNT PTT du Rhône.

Un syndicat qui, à la

Un syndicat qui, à la mesure de ses moyens, interviendra sur l'ensemble des problèmes touchant le personnel PTT du Rhône : salaires, conditions de travail, défense des droits acquis des travailleurs, défense du service public PTT. Il sera solidaire de ceux qui se battent pour une société où seront abolis l'exploitation, l'humi-

liation, le gaspillage ; il soutiendra et participera à ces différentes luttes : antiracisme, armée, écologie, femmes, etc.

CNT PTT du Rhône : permanences tous les jeudis de 13 h 30 à 16 h, au 17, rue Leynaud, 69001 Lyon.

UNE INITIATIVE LIBERTAIRE

Initiative: un nouveau journal trimestriel est paru le 1est juin 1985. Il est édité par le Centre pour une Association de Libertaires, Démocratique et Prolétaire, animée principalement par des syndicalistes « minoritaires » de la CGT et de la FEN.

Au sommaire, on trouve un article sur les nouvelles formes « d'esclavage » (les TUC, l'apprentissage, le chômage, l'intérim...) sur l'unité des travailleurs, avec des propositions concrètes, sur l'« alternance gauche/droite ».

L'équipe d'Initiative prend également position pour un regroupement au sein d'un «Front Révolutionnaire des Travailleurs», dont la «Première Convention» a eu lieu à Chateau Arnoux, dans les Alpes de Haute-Provence, les 24 et 25 goût 85.

On peut s'abonner à *Initia*tive en adressant 100 F à : « Initiative », B.P. 253, 38202 Vienne Cedex.

BIG BROTHER MIELLEUX

Co-organisé par la FA, l'UPF et le CAIO, un colloque sur « Contrôle Social et Militarisation » se tiendra les 1**, 2 et 3 novembre à la faculté d'Orsay. Pour combattre le Big Brother mielleux préparé par nos Etats, on y abordera des thèmes aussi divers que : le discours sécuritaire, l'utilisation des sciences sociales, les fichages, l'urbanisme, la militarisation au quotidien, etc. Pour tout renseignement complémentaire : CAIO, B.P. 103, 75522 Paris Cedex II.

LIBERATION NATIONALE ET ANARCHISME

« Aujourd'hui comme hier, le mouvement libertaire est largement divisé quant à l'attitude à adopter par rapport aux luttes de libération nationale.

Certains pensent que ces luttes ont le chromosome craignos; que par nature elles sont largement porteuses d'une future dérive nationaliste avec, à la clé, la constitution de nouveaux Etats et de nouveaux pouvoirs.

D'autres, au contraire, arguant du droit imprescriptible des peuples à disposer d'eux-mêmes et de la réalité présente, immédiate, palpable et intolérable de l'oppression colonialiste, pensent qu'il y a urgence à abattre le colonialisme. »

Abordant cet épineux problème et dépassant tout manichéisme, les groupes Louise Michel et Pierre Besnard de la FA viennent de publier une brochure : « Des luttes de libération nationale... à l'anarchisme ».

Vous pouvez vous la procurer pour 20 F, à la Librairie Publico, 145, rue Amelot, 75011 Paris.



BADGES EN TROIS FORMATS

L'association « Courant Alternatif » qui réalise le journal Silence et qui s'occupe de la promotion du papier recyclé dans le département du Rhône, vient de faire l'acquisition d'une badgeuse permettant de réaliser toute sorte de badges sur support métallique (en trois formats). Elle propose aussi toute une série de badges préfabriqués sur les thèmes militants (écologie, objection, pluies acides, nonviolence paix ragisme etc.)

violence, paix, racisme, etc.).
Vous pouvez demandez un tarif contre enveloppe timbrée à : Courant Alternatif, 4, rue Bodin, 69001 Lyon.

ON A FAIM!

"Tant qu'il y a du noir, il y a de l'espoir! » « Tous avec Arthur Rimbaurd! ». Le number deux du fanzine anarchopunk « On a faim » est de sortie. Intos et graffitos pleins les pages, et maintenant ils diffusent disques et K 7. Noircissez vos idées et vos musiques avec eux au 9, impasse des Pommiers, 76800 St-Etienne-du-Rouvray.

AGORA EDITE!

A NE PAS RATER!

Bientôt disponible, un numéro spécial BD d'Agora...



AGORA, B.P. 3098 - 31026 TOULOUSE CEDEX

BERTÉ



HEP VOUS, LA!

On vous a donné ce numéro d'Agora. Peut-être connaissiez-vous déjà la revue. Peut-être pas.

Agora se veut une revue bimestrielle, ouverte à tous les problèmes du monde, donnant un point de vue et une analyse libertaires sur tous les sujets, sans jamais sacrifier au sectarisme, aux slogans raccourcis ou aux tentations "efficaces" et faciles du jour.

Elle tente un travail de dossiers, de commentaires, de prises de parole, de confrontation d'idées et d'interrogations, de restitution de démarches militantes. Mais dans ce souci, Agora ne sacrifie jamais la qualité de mise en forme, les couleurs, les illustrations agréables et l'équilibre des rubriques.

Mais elle doit aussi s'appuyer sur un équilibre financier dont le moins que l'on puisse dire, c'est que les années 80 ne "portent" pas ce type de revue. Agora se vend peu dans les nombreuses manifs du moment, si vous voyez ce que je veux dire.

Il lui reste la diffusion/dépôt dans les librairies qui en veulent (qui ont du mal à bien gérer le renvoi des sous). Et il lui reste les abonnements... Mais comment peut-on s'abonner à une revue qui frôle la confidentialité?

Ne comptant que sur vos propres forces, nous avons envoyé 2 exemplaires à nos abonnés (ça nous coûte des sous, mais nous pensons davantage à élargir la base des lecteurs qu'à rester entre nous...). Ce numéro d'Agora que vous avez dans les mains (avec son beau calendrier qu'il faut afficher), c'est un peu un billet de tornbola, mais si le tirage est bon, ce sera Agora qui, grâce à vous, aura la chance de se maintenir, et plus, de se faire connaître davantage. Alors, si Agora vous va, ce geste, faites-le : abonnez-vous !



CARNET DE BORD D'AGORA

36 pages et des couleurs. Chaque 2 mois, un rendez-vous libertaire avec l'actualité. Des rubriques comme un carnet de bord pour subvertir le monde... PLEINS FEUX: 5 pages d'éclairage à plusieurs voix d'un événement. Une façon d'aller plus loin que l'information, une manière de comprendre pour agir.

HEXAGONE: Au-delà de l'anesthésie social-démocrate, ça bouge en France. Enjeux à saisir, vie à changer: bonjour les luttes!

IBRE SERVICE: Une voix singulière sur un problème général. L'interview d'une personne en prise sur nos réalités. Parlez-moi de nous!

SANS FRONTIERE: lci, c'est déjà ailleurs. Mêmes espoirs et mêmes colères. Faire écouter les autres pour prolonger nos solidarités.

ARGUMENTS: Musique, anéma, peinture, écriture... Repères dans des cultures en mouvement.

SAUVAGE: Les vagues ont des relents... la ville s'empile... la nature en crise d'identité. Du cataclysme fatal à l'inconscience industrielle. Recher-

NOTRE MEMOIRE: On nous l'avait volée pour la glisser toute proprette dans les livres d'histoire. Luttes d'hier à retrouver et à reprendre. Pour nous. COPYRIGHT: Et si on réfléchissait ? 5 pages entières sur les marges de notre monde. Des problèmes oubliés aux problèmes nouveaux. CASE LIBRE: Une page blanche offerte en toute liberté à un mouvement. MEGAPHONE: Vos communiqués, vos rendez-vous. KIOSQUE: Il pleut des livres et des revues. GRAFFITOS: Les murs parlent et vous les regardez.







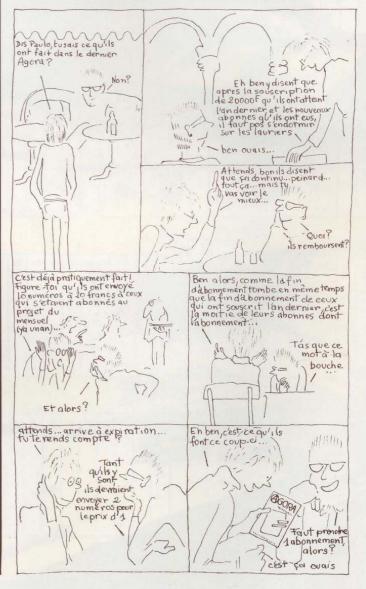
AUX ABONNES

Vous recevez Agora. Vous êtes abonné. Vous savez certainement que la revue que vous avez dans les mains ne vivote que grâce à vous. Déjà, l'an dernier, nous avons dû faire appel à un effort financier supplémentaire pour faire face aux augmentations des coûts de fabrication. Vous avez répondu aux deux appels: l'envoi d'argent en soutien, l'envoi d'adresses pour faire connaître la revue à des amis susceptibles de s'abonner.

L'objectif atteint, nous avons continué de paraître toute cette année. En essayant d'assainir notre situation par un meilleur contrôle de diffusion/dépôt chez les libraires, par des tentatives de "promotion" radio ou autres, nous devons aussi faire face au renouvellement des abonnements. Il a fallu mettre en place un système de suivi des chiffres et des dates de fin d'abonnement. A ce numéro, la moitié arrive à échéance. Alors Agora, qui ne fait pas de publicité et à qui on en fait peu (merci aux revues qui le font) a décidé de frapper un grand coup.

Pas en réclamant des sous... Pas en sponsorisant un trimaran ou une F1. Non! la « clientèle » de notre revue, nous refaisons le pari que vous la connaissez. C'est vous que nous chargeons de l'atteindre par l'envoi de cet exemplaire supplémentaire. Tous ceux qui le lisent par-dessus votre épaule doivent prendre mauvaise conscience de ne pas l'aider s'ils estiment qu'elle doit vivre. Alors, donnez-le leur, et souhaitons que ce placement profite à l'avenir d'Agora. Au dos, encore un cadeau, le septembrier d'Agora qui, nous l'espérons, est assez fonctionnel et beau pour rester affiché chez vous et vous faire penser que quand la liberté s'affiche, c'est qu'on a pu l'imprimer.

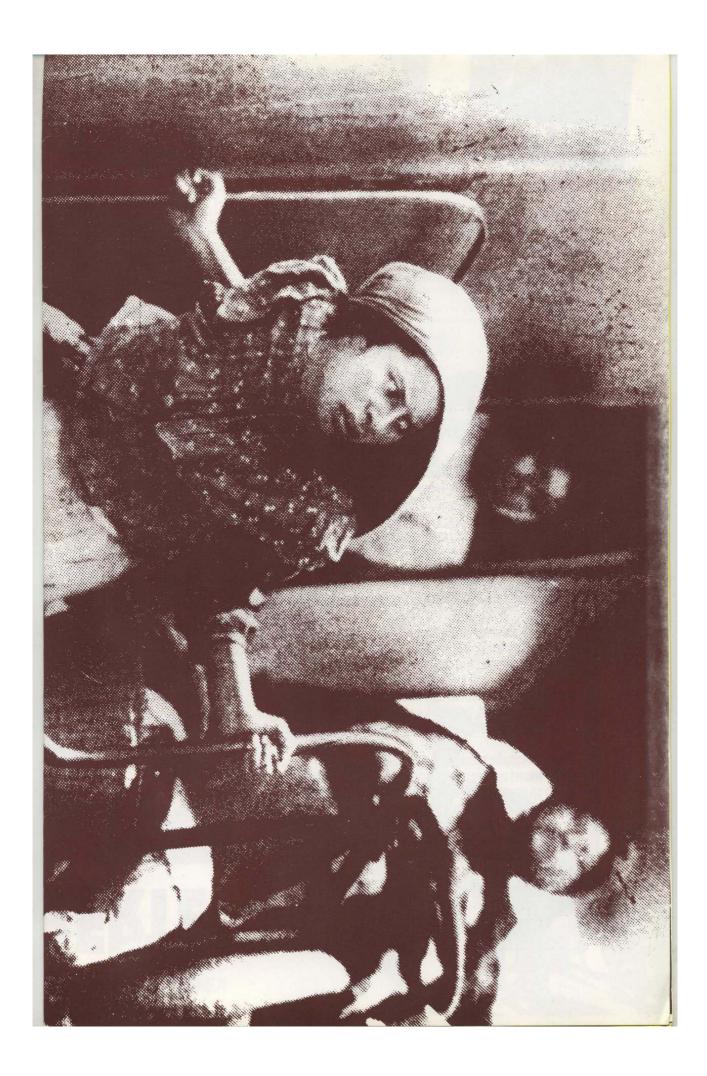
QUAND LA LI S'AFFICHE

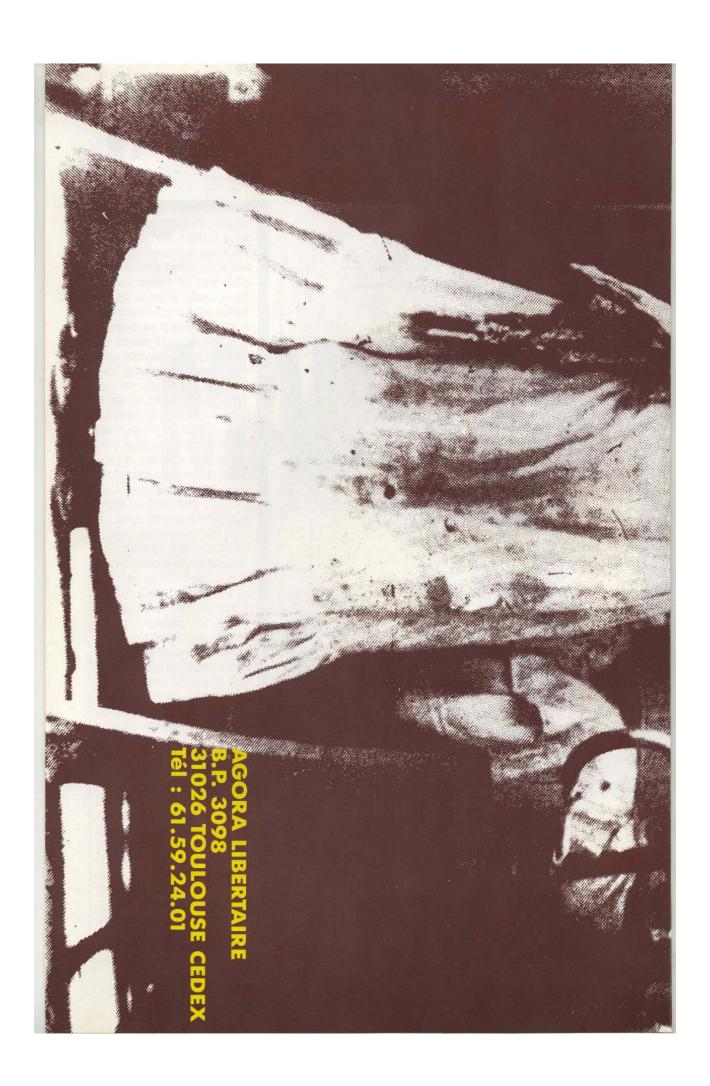












										,,				7 - 2 - 7	222																
DECEMBRE	1 01	2.0	3 MA	4 ME	5 JE	6 VE	7 SA	8 DI	01 6	10 MA	11 ME	12 JE	13 VE	14 SA	15 DI	16 LU	17 MA	18 ME	19 JE	20 VE	21 SA	22 DI	23 LU	24 MA	25 ME	26 JE	27 VE	28 SA	29 DI	30 FG	
NOVEMBRE	1 VE	2 SA	3 DI	4 LU	5 MA	6 ME	7 JE	8 VE	9 SA	10 DI	11 LU	12 MA	13 ME	14 JE	15 VE	16 SA	10 ZI	18 LU	19 MA	20 ME	21 JE	22 VE	23 SA	24 DI	25 LU	26 MA	27 ME		29 VE	30 SA	
OCIOBRE	1 MA	2 ME	3 JE	4 VE	5 SA	lQ 9	7.10	8 MA	9 ME	10 JE	11 VE	12 SA	13 DI	14.10	15 MA	16 ME	17 JE	18 VE	19 SA	20 DI	בא רח	22 MA	23 ME	24 JE	25 VE	26 SA	27 DI	28 LU	29 MA	30 ME	34 E
SEPIEMBRE	101	2 LU	3 MA	4 ME	5 JE	6 VE	7 SA	8 DI	N1 6	10 MA	11 ME	12 JE	13 VE	14 SA	15 DI	1 6 LÜ	17 MA	18 ME	19 JE	20 VE	21 SA	22 DI	n es	24 MA	25 ME	28 JE	27 VE	28 SA	29 DI	30 TN	

AB.

N	101	i .	2 LU	4 ME	7 L	2 S	2 SA	80	5 6	10 MA	11 ME	12 JE	13 VE	14 SA	15 DI	16 10	17 MA	18 ME	19 dE	20 VE	21 SA	22 DI	23 LU	24 MA	25 ME	28 JE	27 VE	28 SA	29 DI	30 LU	31 MA	
MAI	1 JE	2 VE	S. S	4 DI		MA MA	7 MF	- oc	3 A	10 SA	11 01	12 LU	13 MA	14 ME	15 JE	16 VE	17 SA	18 DI	19 LU	20 MA	21 ME	22 JE	23 VE	24 SA	25 DI	38 LU	Z7 MA	28 ME	29 JE	30 VE	31 SA	
AVRIL	1 MA	2 ME	3 JE	4 VE	5 SA	6 DI	7.10	8 MA	9 ME	10 JE	11 VE	12 SA	13 DI	14 LU	15 MA	16 ME	17 JE	18 VE	19 SA	20 DI	21 [U]	22 MA	23 ME	24 JE	25 VE	26 SA	27 DI	28 LU	29 MA	30 ME		
MARS	1 SA	2 DI	3.00	4 MA	5 ME	6 JE	7 VE	8 SA	lO 6	10 TO	11 MA	12 ME	13 JE	14 VE	15 SA	16 DI	17 LU	18 MA	19 ME	20 JE	21 VE	22 SA	23 DI	24 LU	25 MA	26 ME	27 JE	28 VE	29 SA	30 DI	31 LU	
FEVRIER	1 SA	2 DI	3 LU	4 MA	5 ME	9 PE	7 VE	8 SA	IO 6	10 LU	11 MA	12 ME	13 JE	14 VE	15 SA	16 DI	17 LU	18 MA	19 ME	20 JE	21 VE	22 SA	23 DI	24 LU	25 MA	26 ME	27 JE	28 VE				
JANVIER	1 ME	2 JE	3 VE	4 SA	5 DI	0T 9	7 MA	8 ME	9 JE	10 VE	11 SA	12 DI	13 LU	14 MA	15 ME	16 JE	17 VE	18 SA	19 DI	20 LU	21 MA	22 ME	23 JE	24 VE	25 SA	26 DI	27 LU	28 MA	29 ME	30 JE	31 VE	

ninsixem noitulovès la le belodmys-esunit etileba